



é

Rapport d'activité 2024 Ensemble DéFI

Ensemble, cultivons nos forces et acceptons le changement



Sommaire

3	Rapport MORAL des président-e-s
5	 L'ACCUEIL
6	 DéFI
10	 INéO
13	 BTTÍ
15	 IDé <small>atelier et chantier d'insertion entreprise d'insertion</small>
18	LES SERVICES DE L'ENSEMBLIER DÉFI  2025
20	 ENVIE
23	 ENVIE-2E
26	 les jardins IDéES
29	 ÉRIGE
31	 La RECYCLERIE des FORGES VÉLO
34	 DéFIforma
36	Le programme  AIDé
37	BILAN RH-FORMATION
38	BILAN SOCIAL

Rapport MORAL des président·e·s

La rédaction du rapport d'activité de l'Ensemble DéFI est un moment de vérité. On doit, à la fois dire honnêtement ce qui a fait l'exercice écoulé, mais on doit également dire sincèrement comment on envisage le nouvel exercice. Alors la vérité est de dire que l'exercice 2024 a été le plus difficile que l'Ensemble DéFI a connu depuis sa création en 1989, et de dire aussi que réussir le nouvel exercice sera un enjeu majeur pour l'avenir de l'Ensemble et que des décisions douloureuses mais nécessaires devront être prises.

Un exercice 2024 très difficile

Après deux années de crise sanitaire qui avaient fortement ébranlé notre activité, il y a eu ensuite la guerre menée par la Russie en Ukraine avec ses conséquences économiques (hausse des matières premières et difficultés d'approvisionnement, hausse du coût de l'énergie), puis une inflation galopante, sans pour autant pouvoir la répercuter sur les prix de nos prestations et enfin un déficit budgétaire national que chacun connaît et dont on ne mesure pas encore toutes les inévitables conséquences. A cela il faut ajouter un contexte général peu favorable à l'insertion par l'activité économique et sans aucun doute des difficultés propres à l'Ensemble lui-même.

L'insertion par l'activité économique (L'IAE) n'a jamais évolué dans un environnement facile, mais des marges de manœuvre existaient et nous permettaient de dégager les moyens pour faire vivre nos structures. Avec le temps et avec l'accumulation des difficultés citées ci-dessus, les marges se sont réduites.

Quand l'inflation est galopante, impossible d'augmenter d'autant le coût d'une heure de ménage, ou de nettoyage, ou d'intérim, sans risquer de perdre le client. Quand le coût des matériaux ou de l'énergie flambe, impossible de le répercuter intégralement sur les devis de chantier sans risquer de perdre le marché. Pendant ce temps, le financement des prestations sociales afférentes et assurées principalement par l'Etat, mais aussi par les collectivités territoriales, dans le meilleur des cas stagne, mais parfois diminuent, voire disparaissent. Nous le comprenons parfaitement, ce n'est sans doute pas de gaité de cœur que le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté se voit contraint de diminuer ses aides en direction de l'IAE dont ce n'est pas une compétence obligatoire, et ce n'est sans doute pas de gaité de cœur non plus que le Conseil départemental du Doubs vient d'annoncer l'arrêt de la baisse de certains financements d'une association locale. Mais finalement, ce sont les structures d'insertion qui "trinquent" et cumulent les conséquences directes de ces difficultés économiques et de ces décisions politiques. Nous n'écartons pas notre part de responsabilités dans cette situation. Face à la dégradation de nos résultats au cours de ces trois ou quatre dernières années, nous avons pensé être capable de résister seuls et sans décisions radicales. Nous avons fait jouer la solidarité interne. Les structures qui avaient des résultats satisfaisants, ou des réserves suffisantes, pouvaient, par des procédures transparentes et validées, atténuer

les difficultés des autres. Pratique généreuse certes, mais qui a ses limites. Nous avons tutoyé ces limites au risque de mettre en danger l'Ensemble lui-même. Il nous faut donc revenir à des pratiques plus orthodoxes, plus rigoureuses.

Enfin, la charge de la ressource humaine a contribué à nos difficultés. En effet le départ de quelques salariés permanents et anciens de nos structures, certains de façons tout à fait compréhensibles, d'autres de façons moins "amicales" a pesé de manière significative dans nos résultats.

Une année 2025 aux enjeux importants et des choix douloureux

Cette situation a fait l'objet de nombreuses séances de travail. Nous avons convenu tout d'abord, que chaque structure devait s'employer à retrouver son équilibre propre et que le recours à l'association DéFI ou à l'entreprise d'insertion INéO pour supporter une perte d'exploitation ne devait plus être la norme. Nous avons également convenu que des économies devaient être faites pour diminuer les charges générales.

Ensuite est venue la première décision difficile. En octobre 2024, nous avons placé l'entreprise d'insertion IDé sous protection de la justice, autrement nous avons déposé le bilan auprès du Tribunal de Commerce de Belfort. Démarche inédite pour nous car c'était la première fois pour l'Ensemble, moment grave et solennel où l'on ne peut s'empêcher de se demander ce que l'on a raté ! Un plan d'observation a été mis en place, reconduit au bout de six mois, ce qui devrait à son issue déboucher sur un plan de redressement. À ce jour les engagements sont tenus et avec la volonté de tous, notamment des salariés permanents, nous devrions parvenir à maintenir IDé en activité.

La deuxième décision, très douloureuse cette fois, l'arrêt de l'activité électro-ménager d'ENVIE Franche-Comté a été prise fin 2024 et mis en œuvre en début 2025. Réalisant des exercices très déficitaires depuis plusieurs années, était très endettée vis-à-vis DéFI et d'INéO et menaçait leur survie. Créée en 1993, cette entreprise d'insertion était une fierté de l'Ensemble. Elle convenait à une époque où les épaves électro-ménagères n'avaient pas de valeur et étaient une préoccupation générale. En récupérant les épaves, en les démantelant ou en les rénovant, puis en le remettant sur le marché, à bas prix et garanties, nous rendions service à tout le monde. Aussi bien aux grandes enseignes de distributeurs, aux collectivités confrontées aux décharges sauvages, aux clients qui trouvaient là des produits à portée de leurs moyens, et à l'Ensemble qui développait ainsi une activité qualifiante et valorisante. Nous avons tellement bien réussi que ce secteur est devenu un marché lucratif, au point que la grande distribution s'est emparée du réemploi à côté de ses filières d'importation "low cost", ne nous laissant qu'une clientèle militante, mais trop restreinte pour garantir notre équilibre économique. À noter également que nous avons toutefois décidé de poursuivre l'activité d'ENVIE Autonomie, sans doute sous un nouveau nom, lui laissant une chance supplémentaire de trouver son équilibre.

Une troisième décision a découlé de la précédente. Nous avons décidé, dans un premier temps, de mettre en vente les locaux d'ENVIE FC que nous avons construits et finis de payer depuis plusieurs années. Devant l'absence d'acquéreurs potentiels, nous avons décidé dans un deuxième temps que INéO se porterait acquéreur. Cette opération va nous permettre d'atteindre trois objectifs. D'abord, solder correctement l'activité d'ENVIE Franche-Comté, sans liquidation, en restant maître de nos décisions. Ensuite de régler les dettes d'ENVIE FC auprès de DéFI et d'INéO, consolidant ainsi ces structures. Enfin, en menant une vaste opération de réflexion sur la localisation de nos différents sites d'activité, pour éviter de nouvelles locations, renoncer à d'autres, et réduire ainsi nos différentes charges, immobilières.

Nous ne pouvons pas terminer ce tour d'horizon, sans évoquer les autres structures de l'Ensemble. L'association intermédiaire DéFI doit retrouver son rôle de locomotive de l'Ensemble. Les entreprises de travail temporaire d'insertion INéO et BTTI, doivent amorcer et réussir leur diversification. Les Jardins d'IDÉES à Bavans, précurseur en 1996, du maraichage Bio sur le Nord Franche-Comté, sont à un tournant de leur existence et mobilisent toute l'énergie nécessaire. Les ateliers et chantiers d'insertion ÉRIGE, avec une charge de travail importante qui doit leur permettre de se développer comme il se doit. La Recyclerie des Forges, dont tout le monde souligne la qualité du travail et la pertinence, mais qui doit poursuivre l'évolution de son modèle économique dans une filière vélo elle-même très chahutée en France. ENVIE 2E vient de remporter un nouvel appel d'offres, valable pour une durée de trois ans ce qui lui permet de préparer l'avenir au-delà de cet horizon dans un secteur des déchets électroniques devenu, lui aussi très concurrentiel. Enfin, l'association DéFiForma, la dernière-née, qui n'est pas une SIAE en tant que telle, mais plus exactement une structure au service des SIAE en général et de toute structure rencontrant des difficultés langagières de ses usagers.

Tout ça pourquoi ?

Nous prenons donc à notre niveau, toutes les initiatives qui nous paraissent nécessaires, pertinentes et réalistes pour poursuivre le rééquilibrage de l'Ensemble DéFI. Nos journées ne sont pas toujours paisibles et sereines, mais pourquoi tout ça peut-on légitimement se dire ? Tout simplement parce que nous n'œuvrons pas par intérêt personnel, mais pour une cause, pour un public qui a besoin, à un moment de sa vie, des structures d'insertion. Les entreprises disent souvent avoir des besoins de main d'œuvre, de nombreux citoyens disent avoir besoin de travail. Entre les deux, parfois il y a les SIAE pour construire des passerelles et répondre aux attentes et besoins des uns et des autres.

À ce titre, soutenir l'insertion par l'activité économique, n'est pas qu'une décision économique et financière, c'est aussi et surtout un acte politique qui nous engage toutes et tous, acteurs de l'IAE, élus et décideurs locaux, territoriaux et nationaux. •



Les président·e·s de l'Ensemble

De gauche à droite :
 Anna Maillard - Les Jardins d'Idées
 Jean-François Klopfenstein - La Recyclerie des Forges
 Gérard Coulon - DéFI - IDé - INéO, BTTI
 Jean-Claude Piquard - Envie FC - Envie 2e FC
 Catherine Humbert - DéFiForma
 Hubert Muller - éRige



L'ACCUEIL

En 2024, le pôle social a poursuivi ses efforts pour renforcer les liens avec les partenaires de l'emploi et améliorer l'orientation des candidats. Des **visites de nos structures** ont été organisées pour les prescripteurs, ainsi que pour des groupes de candidats potentiels, afin de leur permettre de **découvrir concrètement nos postes de travail et nos dispositifs d'accompagnement**. L'année a été marquée par des mouvements en ressources humaines au sein du pôle social. Une période de transition a été assurée par Vincent DANGEL, responsable du pôle social, avant l'arrivée de Christine KOLLAR qui a pris le relais en seconde partie d'année.

Au total, **1 637 candidatures** ont été traitées en 2024, en incluant celles reçues pour INéO, soit **une hausse de plus de 25 %** par rapport à 2023 (1 300). L'accueil et recrutement de l'Ensemble a reçu 717 personnes en rendez-vous d'inscription, permettant la réalisation d'un diagnostic socio-professionnel afin d'**orienter au mieux les demandeurs d'emploi**. Cette démarche a permis de concrétiser mises à l'emploi sur l'ensemble des structures de l'Ensemble DéFI. •



1 637
fiches de dépôt
de candidatures
(avec INéO)



717
candidats reçus
en rendez-vous d'inscription



709
mises à l'emploi



Brico'Liens

Une aide concrète et de proximité

L'année 2024 a marqué une augmentation de l'activité avec 50 ateliers organisés (26 à Grand-Charmont et 24 à Montbéliard).

Au total, 201 personnes ont bénéficié des services proposés par Brico'Liens, dans une logique d'autonomie et d'apprentissage de gestes simples. En parallèle, 6 familles ont été accompagnées dans le cadre d'un appui à l'auto-réhabilitation de leur logement, témoignant d'un engagement durable et solidaire.

Ateliers de remobilisation

Une reprise en douceur

En 2024, 19 personnes ont participé aux ateliers de remobilisation mis en place par DéFI.

Le public accueilli comptait 5 femmes (soit 26 %) et 32 % de jeunes de moins de 26 ans.

Chaque participant a intégré un contrat de 4 semaines à hauteur de 20 heures hebdomadaires. L'accueil se fait par cohorte de 5 personnes, permettant un accompagnement de proximité dans la reprise d'un rythme de travail et la redynamisation du parcours professionnel.

CASP

Une mise en lien efficace avec les partenaires

Le CASP en placement assure un accompagnement individuel axé sur la mise en réseau avec les partenaires de l'emploi et de la formation. Ce travail comprend :

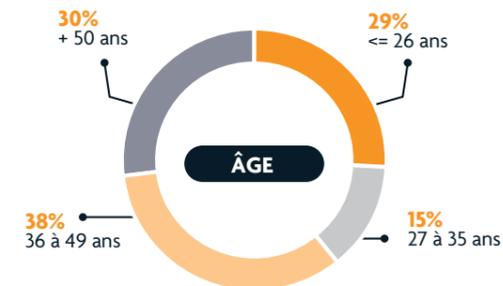
- Des entretiens individuels pour faire connaissance avec le bénéficiaire ;
- La venue de partenaires pour présenter des offres d'emploi ou de formation ;
- L'organisation de visites collectives dans les structures partenaires.

Ce fonctionnement favorise la création de liens directs et efficaces entre les personnes en insertion et les employeurs ou organismes de formation potentiels. Les retours, des participants, partenaires comme bénéficiaires sont globalement satisfaisants.

Travailler son employabilité

Un accompagnement inscrit dans la durée

Depuis plus de dix ans, ce dispositif a permis à 17 personnes d'être accompagnées sur le temps long, dans une logique de reconstruction professionnelle. Il s'adresse à des personnes éloignées de l'emploi, pour lesquelles un accompagnement approfondi est nécessaire sur les savoir-être, la confiance en soi, et la définition d'un projet professionnel réaliste. •



23 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



15 SORTIES DYNAMIQUES

- 8 issues emploi durable
- 3 issues emploi transition
- 4 issues positives

8 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours
19 MOIS



167 salariés



59 088 heures de travail



36,7 équivalents temps plein

28%



SEXE

72%



21 communes d'origines
39% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV

LES SALARIÉ·E·S

Depuis plusieurs années, comme une majorité d'entreprises, nous rencontrons des difficultés de recrutement. Les niveaux d'exigences, les actions mises en place pour répondre à des métiers en tensions, font que nous sommes confrontés à un manque d'orientations de profils adaptés à nos missions.

Les activités proposées par l'AI ne demandent pas de compétences techniques particulières, mais demandent un certain niveau d'autonomie du fait qu'il n'y pas d'encadrement spécifique sur le terrain, et que pour la majorité des salariés, leur emploi du temps est constitué de multiples clients avec une demande d'adaptation à chacun d'entre eux.

167 personnes ont été mises en activité en 2024

Les femmes restent majoritaires et représentent 71% des effectifs mais avec le développement des missions de nettoyage, nous constatons une augmentation du nombre d'hommes salariés.

2 personnes ont pu bénéficier d'un contrat à durée déterminée d'usage amélioré, cela a consisté à leur garantir une activité à temps plein sur plusieurs mois ; activité en espaces verts réalisée chez les particuliers en majorité.



Près de 30 % des salariés ont plus de 50 ans dont 10 % ont plus de 60 ans

L'approche de la retraite révèle des difficultés rencontrées pour certains avec les outils numériques (absence de simulation retraite et de compte France Connect activé) l'accompagnement permet de faciliter ces démarches administratives essentielles.

Cette difficulté est également éprouvée pour d'autres démarches devant s'effectuer en ligne : la demande ou renouvellement de CSS permettant l'accès aux soins, l'inexistence ou expiration du compte Ameli, empêchant l'accès aux remboursements.

D'autres problématiques constatées restent récurrentes comme celle de la mobilité, de la maîtrise de la langue ou encore de la santé. •



L'ACTIVITÉ

L'activité ménage et nettoyage représente 86% des heures générées en 2024

Nous constatons une progression des missions confiées par les bailleurs sociaux, Néolia et Habitat 25, mais également une progression au sein du secteur associatif avec le développement de l'activité nettoyage en partenariat avec ÉRIGE (entretien de la base de vie de Véolia, suite aux travaux au sein de l'usine d'incinération, ou encore pour l'entretien des locaux d'hébergement de ARIAL...).

Le marché contractualisé avec le Conseil Départemental du Doubs pour le remplacement d'agents de nettoyage dans les collèges est toujours en cours. Il fera l'objet d'une reconduction en 2026.



En 2024, Les missions effectuées dans le cadre de marchés publics représentent 5643 heures (soit 3.5 ETP) de travaux confiés.

L'activité SAP chez les particuliers se maintient. La convention avec la CARSAT établie dans le cadre des nouveaux plans d'aide OSCAR a été renouvelée et nous observons une augmentation du nombre d'orientation de bénéficiaires ;

L'offre de service en espaces verts (assortie d'une offre de location de matériel par ÉRIGE) mise en place par DéFI (suite à la fermeture de DÉFINITIONS) est toujours appréciée et répond à un réel besoin.

1 327 202,91€
de PRESTATIONS

400 clients
dont 90 NOUVEAUX



LES COMPTES

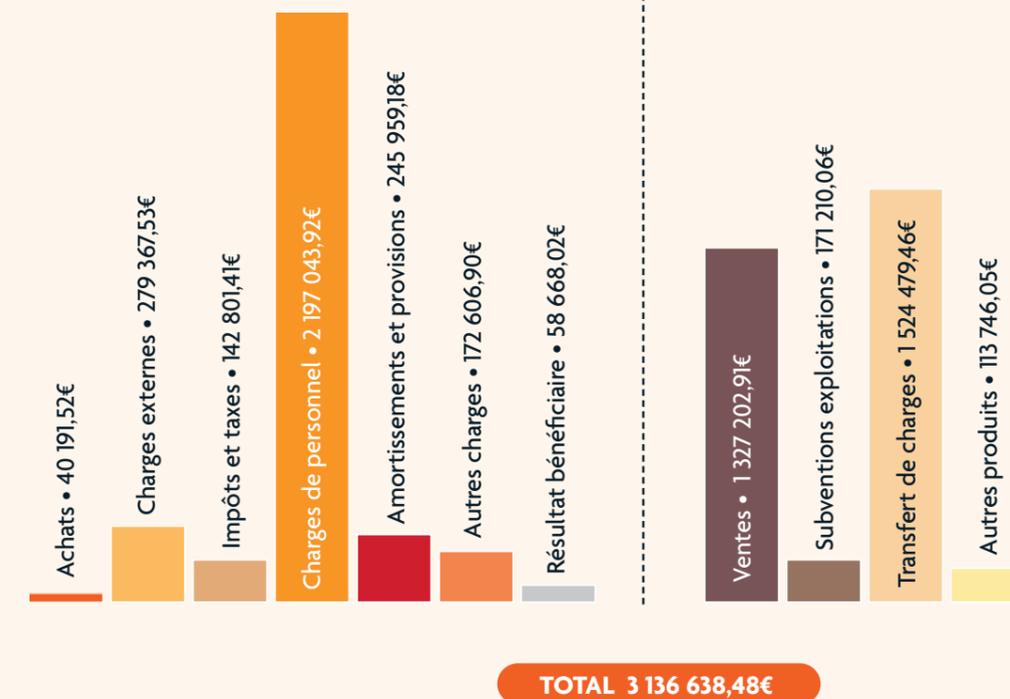
En 2024, DéFI réalise un bénéfice de 58K€, porté par un résultat d'exploitation en hausse de 99K€, lié à une progression du chiffre d'affaires de 6,55% (+82K€) et une reprise de provisions sur créances douteuses de 219K€.

Les charges de personnel augmentent de 299K€, partiellement compensées par 214K€ de refacturations internes. Les subventions diminuent de 80K€, dont 46K€ d'ARS à rembourser.

DéFI perçoit 44K€ de dividendes d'ENViE 2E. Le résultat exceptionnel affiche une perte de 51K€, liée notamment à des abandons de créances : 87K€ pour DÉFINITIONS et 20K€ pour La Recyclerie des Forges. L'activité atteint 36,77 ETP (objectif : 39), avec un équilibre estimé à 37 ETP. Le soutien de la Ville de Montbéliard (48K€ pour les ateliers) et du projet Brico'liens (27K€) contribue à l'équilibre. En 2025, l'objectif est de monter à 42 ETP.

Une réorganisation RH a été engagée, et la diversification commerciale, notamment vers les bailleurs, reste prioritaire pour alléger les charges transversales et assurer la viabilité économique.

COMPTE de RÉSULTAT





86 intérimaires



53 049 heures de travail



33,10 équivalents temps plein

92%

8%



SEXE



17 communes d'origines
75% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV



125 intérimaires



140 379 heures de travail



87,74 équivalents temps plein*

97%

3%



SEXE



3 communes d'origines
27% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV



LES SALARIÉ·E·S

Tama est originaire de Polynésie française et est arrivé en France métropolitaine en 2023.

Il a débuté son parcours chez INÉO en février 2024. Tama a intégré le secteur ferrage chez STELLANTIS, se révélant rapidement être un élément important de son équipe. Étant bien en place dans son poste de travail, Tama a souhaité s'inscrire dans une auto-école afin d'obtenir son permis B et être ainsi autonome dans ses déplacements. Nous l'avons donc aidé dans ses démarches ainsi que dans la sélection d'une auto-école idéal pour l'aider dans cet objectif. Afin de récompenser Tama, STELLANTIS lui a proposé un CDI qu'il a signé le 31 mars 2025. Toute l'équipe d'INÉO est fière de sa réussite.

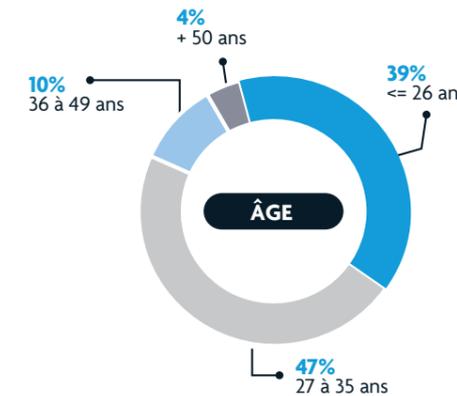
L'ACTIVITÉ

L'année 2024 a été marquée par une croissance significative pour l'agence de Travail Temporaire d'Insertion INÉO, avec une augmentation de l'activité d'environ 70% par rapport à 2023. Cette performance remarquable est principalement attribuable à l'augmentation de la production chez STELLANTIS, notamment pour le lancement du nouveau modèle 3008 et la création d'une demi-équipe de nuit.

En 2024, nous avons renforcé nos liens avec STELLANTIS. En effet, nous avons formé 11 salariés avec le statut de réfugié via le programme HOPE. Ils ont validé un diplôme d'agent de fabrication industriel et une grande majorité d'entre eux a été délégué chez STELLANTIS.

Cependant, malgré cette croissance, le secteur du BTP reste fragile. Les principaux défis rencontrés incluent l'inflation, l'augmentation des coûts des matériaux, les retards de chantier, ainsi que d'autres facteurs économiques et logistiques. Ces éléments continuent de peser sur la stabilité et la rentabilité des projets dans ce secteur.

En dépit de ces défis, INÉO poursuit ses efforts pour soutenir l'insertion professionnelle et contribuer activement à l'économie locale avec 63 personnes formées et 66,67% de sorties dynamiques.



PROFIL



27 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



25 SORTIES DYNAMIQUES

- 20 issues emploi durable
- 4 issues positives
- 1 issue transitions

2 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours
13 MOIS

LES SALARIÉ·E·S

Tayfun a rejoint l'agence en novembre 2022. Il venait retrouver sa femme en France. Originaire de Turquie il ne parlait pas français. Nous avons dû échanger en turc avec lui les premiers temps, pour l'entretien et également les tests. Nous avons mobilisé un certain nombre de partenaires pour l'aider à s'installer (CPAM, Préfecture, CAF, etc) qui ont tous joué le jeu. Avec la volonté d'un hiérarchique à STELLANTIS, Tayfun a pu démarrer une mission en un mois, lui qui avait déjà une solide expérience d'ouvrier en Turquie. Nous avons travaillé ensemble et mis en place un plan d'intégration pour lui permettre d'acquérir toutes les compétences professionnelles nécessaire à son maintien en poste mais également de se sentir bien dans son équipe.

Il a très vite pris ses marques et nous avons pu le former au métier de préparateur de commandes. Désireux de s'installer durablement en France il souhaitait avoir un CDI pour pouvoir acheter une maison. Nous avons proposé sa candidature aux agences partenaires et c'est Synergie qu'il a choisie pour poursuivre son parcours.

À ce jour, Tayfun est toujours en poste à STELLANTIS en CDI.

L'ACTIVITÉ

En comparaison avec 2023 l'activité fut plus basse en raison de l'augmentation de l'exigence des clients STELLANTIS et GT LOGISTICS qui ont souhaité axer leur priorité sur la qualité de leurs services. En cela, les tests d'entrées sont devenus plus nombreux, le niveau de français minimum requis est passé du A1 au A2. Le permis B est redevenu obligatoire

pour pouvoir passer les caces 2 à 6 ce qui a limité les entrées sur les postes de cariste ou d'ouvrier polyvalent. De plus 42 intérimaires sont arrivés en fin d'agrément en 2024 et n'ont pas été remplacé car ils sont restés en mission à Stellantis ou GT LOGISTICS par le biais de CDI ou CDI ou mission intérim classique.

L'année 2024 a également été marqué par un roulement dans l'équipe permanente qui n'a su être stabilisée qu'en fin d'année.

Malgré tout, la qualité du travail est restée très haute, l'agence a conservé la place de numéro un au suivi qualité Stellantis. Le lien avec les partenaires s'est renforcé grâce aux nombreuses participations aux CTIE de Vesoul, Lure et Luxeuil ainsi qu'aux différents forums et actions qui ont eu lieu sur le département.

L'objectif 2025 est de développer et diversifier l'activité sur Lure et Luxeuil grâce notamment aux permanences à France Travail.



10

PROFIL



8 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



6 SORTIES DYNAMIQUES

- 1 issue emploi durable
- 1 issue positives
- 4 issues emploi transition

2 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours
11 MOIS



11



4 489 024,75€ de PRESTATIONS

CA PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

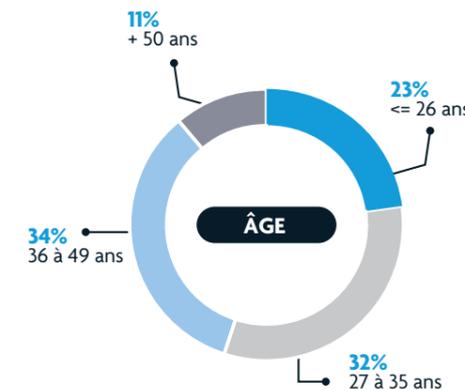
91% Industrie
6% BTP
3% Autres secteurs

COMPTE de RÉSULTAT



En 2024, le chiffre d'affaires d'INéO recule de 4,26 % (-200 K€), et l'ETP insertion moyen baisse à 120,89 contre 126,95 en 2023. Les charges externes augmentent de 63 K€, dont +30 K€ de refacturations internes. Les charges de personnel progressent de 32 K€, malgré la baisse des ETP, en raison de plusieurs soldes de tout compte. Une reprise de provision pour créances douteuses (75 K€) et un abandon de créance d'INéO au profit d'ENVIE (40 K€) améliorent le résultat net, qui s'élève à 90 K€ (contre 165 K€ en 2023).

L'activité reste globalement satisfaisante, notamment grâce à Stellantis Sochaux qui compense le repli constaté à Vesoul au second semestre. Les besoins en formation sont croissants, notamment dans l'automobile, générant des coûts à maîtriser. Le programme HOPE se poursuit, renforçant la diversité des missions. Le marché de l'intérim reste tendu et concurrentiel. Les activités bâtiment, espaces verts et travaux publics sont en retrait, mais une veille active est maintenue pour capter de nouvelles opportunités.



PROFIL

- 26% bénéficiaires minima sociaux
- 26% chômeurs longue ou très longue durée
- 84% niveau <= CAP / BEP

27 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



17 SORTIES DYNAMIQUES

- 9 issues emploi durable
- 6 emploi de transition
- 2 issues positives

10 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours
8 MOIS



74
intérimaires



34 885
heures de travail



21,80
équivalents temps plein

93%

7%



SEXE



4 communes d'origines
55% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV

LES SALARIÉ·E·S

Hamed est arrivé en France en 2019, juste avant la période COVID.

Après un démarrage de parcours en 2021 en Association Intermédiaire chez notre partenaire de l'insertion Intermed, Hamed a poursuivi son parcours insertion au sein de notre agence intérim d'insertion de 2022 à 2024.

Hamed était un salarié dans la catégorie « sénior » et possédait de sérieuses lacunes en maîtrise de la langue Française. Il avait le statut réfugié et était hébergé en foyer.

Nous avons délégué Hamed sur des postes dans le secteur des travaux publics sur une mission au sein de la même entreprise durant toute la durée de son parcours.

Pendant son parcours, nous l'avons accompagné sur de multiples situations sociales et professionnelles :

- Accompagnement sur le poste et travail du projet de formation Maçon VRD au fur et à mesure de la mission
- Bénéfice de cours de FLE pour améliorer sa maîtrise du français.
- Aide pour les démarches administratives : accès à ses droits, renouvellement des documents d'identité.
- Recherche d'un logement, étant hébergé en foyer.

Arrivé à la fin de son parcours, Hamed a pu obtenir un logement autonome et a pu améliorer sa maîtrise de la langue française.

Finalement la mission et le parcours s'étant très bien déroulés, l'entreprise utilisatrice a souhaité lui proposer une embauche en CDI sur poste d'ouvrier des Travaux Publics. Hamed a fait

le choix d'accepter cette proposition en septembre 2024, le projet de formation Maçon VRD s'étant éloigné petit à petit au fil de son parcours.

Hamed a donc clos son parcours vers une orientation sur de l'emploi durable, nous sommes très fiers de lui et de ses évolutions durant son parcours au sein de BTTI, démontrant qu'en étant public « sénior » tout est encore possible.



L'ACTIVITÉ

BTTI – Une montée en charge marquante en 2024

En 2024, BTTI a connu une hausse importante de son activité, atteignant 21,80 ETP contre 13,01 ETP en 2023, concentrée sur une période d'un mois seulement.

Cette évolution s'explique par l'obtention d'un marché public avec clauses d'insertion, dans le cadre de la rénovation de la ligne ferroviaire des horlogers du Haut-Doubs, avec près de 12 000 heures d'insertion à réaliser pour le groupe ETF.



BTTI

791 172,40€
de PRESTATIONS

CA PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

59%	34%	5%	2%
BTP	Recyclage	Espaces verts	Autres secteurs

En parallèle, nous avons relancé une formation CDPI pour 12 personnes au métier de commis de cuisine polyvalent, avec l'objectif de les déléguer en intérim durant la saison estivale.

Malgré les difficultés initiales de placement liées aux pratiques du secteur (stagiaires, CDD), tous les bénéficiaires encore disponibles après la formation ont finalement pu accéder à un emploi durable.

Pour accompagner cette montée en charge, un chargé de recrutement et de suivi a été recruté, afin de renforcer l'accompagnement social et professionnel.

Sur le volet commercial, 12 nouvelles collaborations ont été signées, et le travail de contractualisation avec le réseau Ambition Inclusion se poursuit, avec des retombées attendues en 2025.

Le taux de sorties dynamiques atteint 60,47%, en légère baisse par rapport à 2023. Cette évolution s'explique par des abandons en formation ou des embauches précoces non comptabilisées par les ASP.

Malgré cela, BTTI maintient une dynamique positive en matière d'insertion.

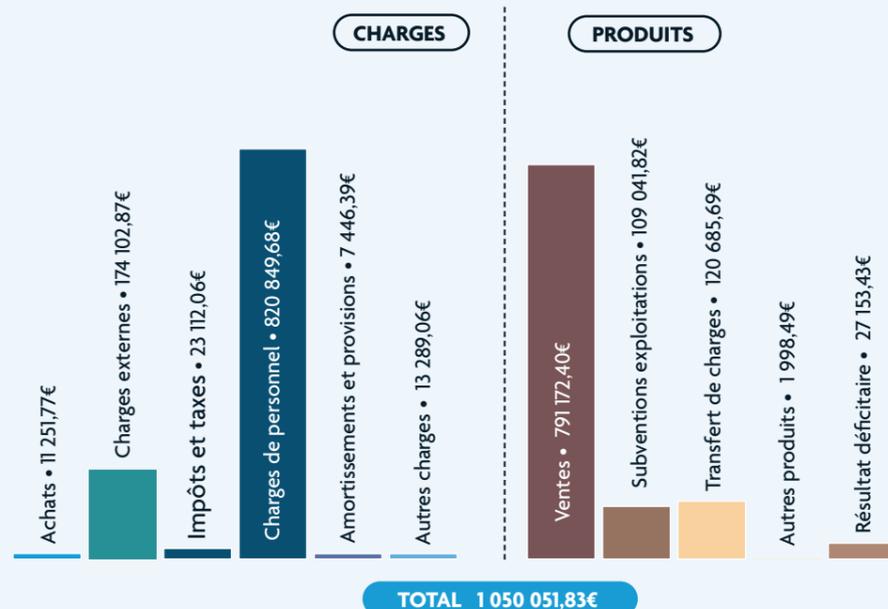
Un enjeu fort pour 2025 sera de renforcer notre positionnement dans le secteur industriel, afin de diversifier les opportunités d'insertion pour nos salariés en parcours.

LES COMPTES

En 2024, le chiffre d'affaires de BTTI progresse de 62,9 % (+305 K€), avec un ETP insertion moyen de 21,80 contre 13,02 en 2023. Cette hausse entraîne une augmentation des charges de personnel (+307 K€) et des subventions (+41 K€). Une action de formation avec Cuisine Mode d'Emploi génère un produit additionnel de 40 K€. Les refacturations internes augmentent de 37 K€ et les autres charges externes de 61 K€. Malgré cette dynamique, le résultat reste déficitaire à -27 K€.

L'activité reste fluctuante sur Besançon, rendant l'ajustement des moyens humains difficile. L'action menée avec Cuisine Mode d'Emploi n'a pas permis de concrétiser des missions d'intérim, bien qu'un financement par l'OPCO soit espéré. Un chantier de rénovation ferroviaire a généré de nombreuses heures de travail. En deuxième partie d'année, l'activité a fortement ralenti. Le secteur du bâtiment, essentiel via les clauses d'insertion, a souffert de l'absence prolongée d'un interlocuteur clé. En 2025, un effort renforcé sera nécessaire pour atteindre le point d'équilibre.

COMPTE de RÉSULTAT



IDé

atelier et chantier d'insertion
entreprise d'insertion



16 salariés



18 049 heures de travail



11,9 équivalents temps plein

88%

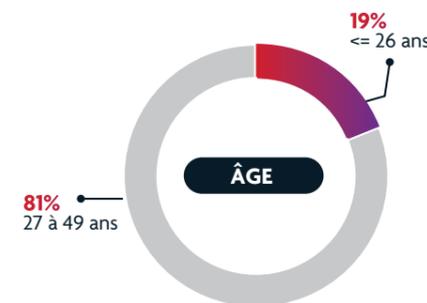
12%



SEXE

69% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la Ville - QPV

Entreprise d'insertion



LES SALARIÉ·E·S

L'Entreprise d'Insertion (EI)

Vers la professionnalisation dans le bâtiment (IDé EI)

L'EI accueille des salariés, souvent issus des chantiers d'insertion, intéressés par les métiers du bâtiment, voir voulant continuer professionnellement dans ce domaine d'activité.

En 2024, 16 personnes ont été accompagnées, dont 2 femmes et 14 hommes.

L'objectif est d'amener les salariés à développer des compétences techniques et un rythme de travail compatible avec le secteur professionnel ordinaire.

Le taux de sortie positive est de 33%, avec des parcours qui s'inscrivent dans la durée (plus de six mois en moyenne). Nous sommes quelques fois informés de retour à l'emploi qui se font au-delà de 6 mois après la sortie du dispositif.

6 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



2 SORTIES DYNAMIQUES

- 1 issue emploi durable
- 1 issue positive

4 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours

8 MOIS





IDé

atelier et chantier d'insertion
entreprise d'insertion



24 salariés



15 463 heures de travail



8,5 équivalents temps plein

92%

8%



SEXE



38% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV



IDé

atelier et chantier d'insertion
entreprise d'insertion



861 929,70€
de PRESTATIONS

CA PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

39%

Peinture

34%

Plâtrerie

19%

Isolation

8%

Revêtements de sols

Atelier et chantier d'insertion

LES SALARIÉ·E·S

IDé

Un chantier pour construire les bases (IDé ACI)

IDé accompagne des salariés en parcours sur des chantiers d'insertion. Les personnes accueillies ont souvent peu d'expérience professionnelle dans le domaine du bâtiment second d'œuvre, mais manifestent un intérêt réel pour les métiers proposés.

En 2024, 24 personnes ont été accompagnées, dont 2 femmes et 22 hommes.

Le public accompagné présente souvent des problématiques nécessitant un accompagnement socio-professionnel poussé (absences non justifiées, santé, addictions...).

Le taux de sortie positive est légèrement inférieur à 30%. L'objectif est de maintenir l'activité et d'agir progressivement sur les freins à l'emploi.

L'ACTIVITÉ

La gestion d'une activité bâtiment dans un contexte d'insertion nécessite de pouvoir s'adapter constamment. Notre double conventionnement comme Atelier Et Chantier d'Insertion et comme Entreprise d'Insertion implique que nous avons dans nos effectifs, des niveaux d'autonomies et de technicités différents. Il faut trouver une adéquation entre la composition de notre charge de travail et les moyens à notre disposition pour la réaliser.

Nous devons pouvoir donc l'alimenter avec des ouvrages diversifiés.

Les marchés à bon de commande sont importants dans cette logique mais ils nécessitent une certaine « agilité » et une organisation fine. L'intervention en site occupé permet de développer des compétences importantes.

Encore en 2024 notre partenaire Néolia nous a confié des travaux d'isolation thermique. Un réel levier de développement. L'activité d'isolation thermique par l'extérieur présente de nombreux intérêts, tant au niveau du phasage des tâches spécifiques à ce métier qu'en termes d'impacts environnementaux, patrimoniaux. Malgré une rentabilité toujours difficile à trouver, Nos employés apprennent beaucoup de cette activité, à utiliser divers outils et à travailler avec différents matériaux, ce qui enrichit leur savoir-faire et augmente leur employabilité. C'est pour cela que nous faisons beaucoup d'effort pour la maintenir.



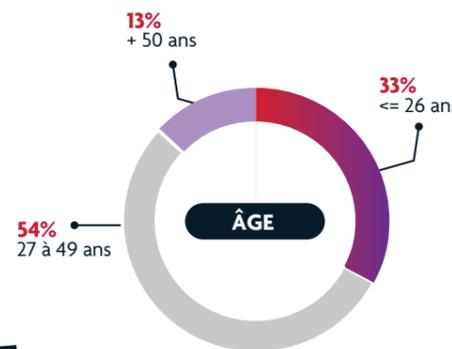
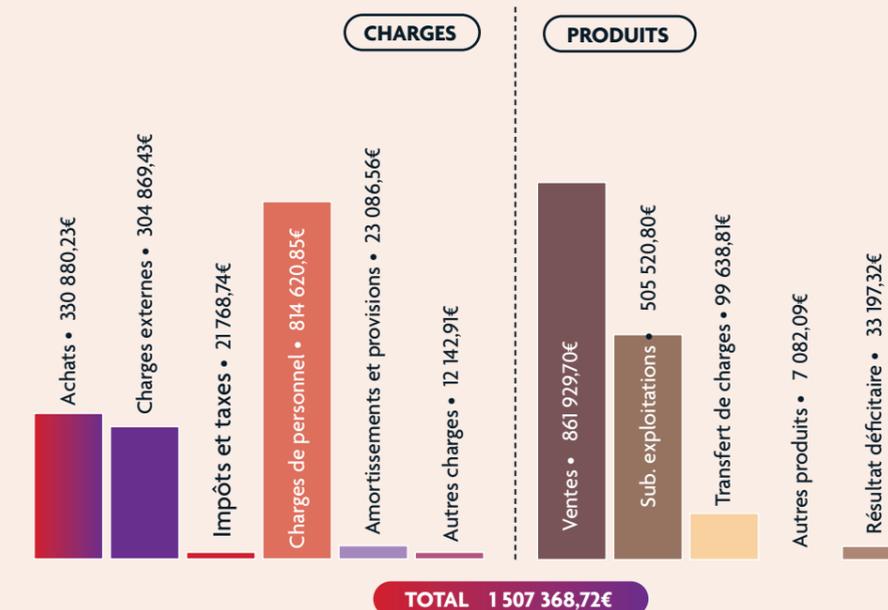
LES COMPTES

En 2024, le chiffre d'affaires d'IDé progresse de 5,7 % (+46 K€), tout comme les achats revendus (+17 K€). Les charges externes restent stables, tandis que les charges de personnel augmentent de 40 K€, principalement liées à des soldes de tout compte.

Un dividende de 5 K€ a été perçu d'ENVIE 2E. L'année a été marquée par d'importantes difficultés économiques : des chantiers gérés à perte, une charge de travail insuffisante en début d'année et un dépôt de bilan effectif au 1^{er} octobre, enclenchant une procédure de redressement judiciaire. Cette mise sous protection doit permettre l'apurement des dettes dès 2025. L'activité s'est recentrée, notamment via des chantiers d'isolation thermique par l'extérieur avec Néolia. La vigilance sur les chiffrages et la maîtrise des marges est aujourd'hui renforcée.

Le renouvellement du marché Néolia offre une base d'activité solide pour les années à venir. Une charge exceptionnelle de 7 K€ liée à des régularisations sur exercices antérieurs est également à noter.

COMPTE de RÉSULTAT



11 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



3 SORTIES DYNAMIQUES

- 1 issue emploi durable
- 2 issues positives

8 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours

10 MOIS



PARTICULIERS

[DéFI]

- ▶ Entretien de la maison
- ▶ Espaces verts
- ▶ Entretien des extérieurs
- ▶ Manutention
- ▶ Bricolage intérieur /extérieur

[Les Jardins d'IDÉES]

- ▶ Vente de légumes, plants et produits bio

[IDé]

- ▶ Bâtiment second œuvre

[La Recyclerie des Forges]

- ▶ Collecte de vélo
- ▶ Vente de vélos reconditionnés et de pièces d'occasion
- ▶ Entretien et réparation
- ▶ Location courte durée

[ENVIE FC]

- ▶ Location, vente, réparation et aseptisation de matériel médical
- ▶ Vente de fournitures médicales
- ▶ Vente de pièces détachées

LES SERVICES DE L'ENSEMBLIER



[DéFI]

- ▶ Espaces verts
- ▶ Mise à disposition de personnel : hôtellerie, restauration, nettoyage...

[IDé]

- ▶ Bâtiment second œuvre

[Les Jardins d'IDÉES]

- ▶ Vente en gros de légumes bio

[DéFIforma]

- ▶ Formation des publics allophones
- ▶ Accompagnement et sensibilisation

[La Recyclerie des Forges]

- ▶ Collecte de vélo
- ▶ Vente de vélos reconditionnés
- ▶ Entretien et réparation
- ▶ Location courte durée

[éRIGE]

- ▶ Espaces verts
- ▶ Taille de pierre / maçonnerie
- ▶ Nettoyage / désinfection intérieur et extérieur
- ▶ Aérogommage / hydrogommage
- ▶ Dénéigement

[ENVIE FC]

- ▶ Location, vente, réparation et aseptisation de matériel médical
- ▶ Vente de fournitures médicales

ENTREPRISES

[DéFI]

- ▶ Mise à disposition de personnel : hôtellerie, restauration, nettoyage...

[ENVIE FC]

- ▶ Vente de pièces détachées

[La Recyclerie des Forges]

- ▶ Vente de vélos reconditionnés
- ▶ Entretien et réparation
- ▶ Location courte durée

[INéo, BTTI]

- ▶ Intérim

[ENVIE-2E]

- ▶ Collecte et traitement DEEE

[DéFIforma]

- ▶ Accompagnement et sensibilisation
- ▶ Formation langagière et modules spécifiques

[Les Jardins d'IDÉES]

- ▶ Vente aux professionnels de légumes, locaux, bio et de saison



ASSOCIATIONS - ENTREPRISES PARAPUBLIQUES - COLLECTIVITÉS LOCALES
ORGANISMES LOGEURS



43 salariés



38 690 heures de travail



25,7 équivalents temps plein

86%

14%



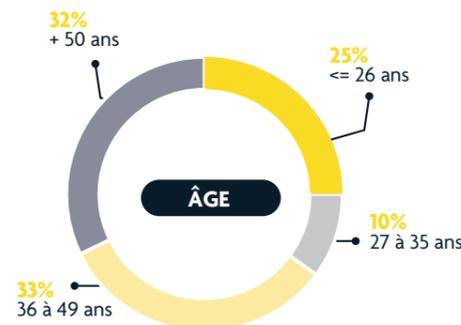
SEXE



15 communes d'origines
40% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV



836 801,50€
de PRESTATIONS



LES SALARIÉ-E-S

Monographie – Parcours de Monsieur S

Monsieur S : Lors de son accompagnement, Monsieur S a signalé une difficulté de santé limitant les activités de manutention. Il a été encouragé à envisager une opération, qu'il a finalement refusée, préférant faire reconnaître son état comme un handicap. Un accompagnement à la constitution de son dossier MDPH a été réalisé, avec transmission du certificat médical. Dans l'attente de la réponse, une prolongation de son PASS IAE (+50 ans) a été obtenue pour maintenir son accompagnement.

La MDPH a rejeté sa demande de RQTH. Son projet initial de devenir cariste a été révisé au regard de ses contraintes de santé. Après échanges, l'orientation s'est faite vers une formation d'agent de prévention et de sécurité. Cependant, l'entrée en formation nécessite un niveau B1 du CECRL. Monsieur S, bien qu'à l'aise à l'oral, a refusé de se présenter aux tests proposés par le GRETA, redoutant l'écrit.

Une évaluation externe a confirmé un niveau B1 en compréhension et expression orale, et en compréhension écrite, mais seulement A1 en expression écrite, insuffisant pour le métier visé. Il a donc été orienté vers le dispositif DFL pour améliorer ce point.

Quelques mois plus tard, nous avons appris qu'il avait pu accéder à des missions via l'association intermédiaire DEFI, grâce à la prolongation de son PASS IAE. •

L'ACTIVITÉ

Envie Autonomie poursuit son développement

Envie Autonomie continue d'élargir ses activités pour mieux répondre aux besoins des particuliers et des établissements de santé, avec pour objectif de rendre le matériel médical accessible à tous tout en soutenant l'économie circulaire.

En 2024, un nouvel espace dédié à l'incontinence et aux produits de soins a été ouvert, afin de proposer des solutions adaptées et de qualité. En complément du matériel reconditionné, la vente de matériel neuf a été lancée en fin d'année, notamment pour des aides techniques non disponibles en réemploi (barres de douche, aides aux repas...). Ces produits, conventionnés et pris en charge par la Sécurité sociale, permettent d'élargir notre gamme.

Certains fournisseurs restent cependant réticents à nous accorder des comptes ou l'accès aux pièces détachées, en raison de notre position dans le reconditionné. Par ailleurs, le réseau national Envie Autonomie traverse une phase instable : fermeture des sites Rhône-Alpes et Bretagne, mise en veille de Strasbourg, départ de la responsable régionale en Est. Le projet régional autour de Toul et Reims a été suspendu. Les aides du Contrat impact ont temporairement soutenu l'activité, mais leur pérennité est incertaine.

Nos magasins doivent aujourd'hui se réinventer et diversifier leurs services pour poursuivre leur développement. La Région Est a été pionnière sur l'offre autour de l'incontinence, et depuis septembre 2024, la vente de produits neufs pris en charge par la Sécurité sociale est intégrée dans les pratiques du réseau.

Fin 2024, une réflexion est engagée : faut-il poursuivre, faire évoluer ou repenser le projet Envie Autonomie ? L'Ensemble devra faire ce choix en 2025.



1 752 aides techniques collectées,
440 conservées pour réemploi,
soit un taux de réemploi de 24 %



+26 % de chiffre d'affaires par rapport à 2023
12 % du chiffre d'affaires réalisés
en produits neufs



294 collectes effectuées

2024 – Une année sous tension et des ajustements nécessaires

L'année 2024 s'est déroulée dans un climat économique difficile. Le marché du réemploi a subi une forte pression concurrentielle, avec l'arrivée massive de produits étrangers à bas coût et l'entrée de grandes enseignes nationales sur ce segment, perturbant les équilibres existants.

Le gisement d'appareils bruts s'est révélé de moindre qualité, tandis que le coût des pièces détachées a nettement augmenté. Cette situation a pesé sur nos capacités de production et augmenté les coûts de remise en état.

Dès mai 2024, plusieurs actions ont été mises en œuvre pour préserver l'activité :

- Analyse des coûts de production pour mieux piloter la performance ;
- Mise en place d'un référentiel de tri des appareils ;

Révision du prévisionnel d'activité ;

- Déploiement d'une démarche AFEST pour renforcer les compétences en atelier ;
- Élaboration d'un référentiel métier ;
- Suivi renforcé de la production et des flux.

Les ventes sont restées dans les prévisions jusqu'en octobre. Mais la fin d'année a été marquée par un recul de la demande et une pression accrue sur les prix, dégradant l'équilibre économique. Une réduction d'effectifs a été engagée pour ajuster les charges.

La fin d'année 2024 laisse présager une situation incertaine. Malgré les efforts, la pérennité du modèle est mise à mal. Une réflexion stratégique sur l'avenir de l'activité est à envisager dès 2025. •



1 971 appareils collectés



2 190 appareils vendus



19 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



6 SORTIES DYNAMIQUES

- 2 issues emploi durable
- 3 issues emploi transition
- 1 issue positive

13 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours

14 MOIS





LES COMPTES

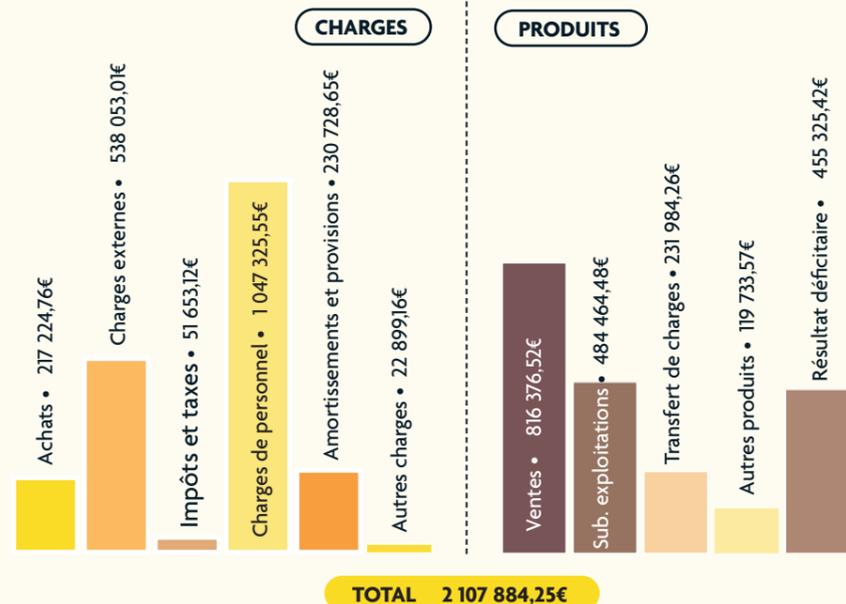
L'année 2024 est marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 32 K€ (-3,63 %) et une hausse significative des charges : +59 K€ en charges externes (dont 32 K€ de refacturations internes), +34 K€ de charges de personnel, -45 K€ de variation de stocks, et 111 K€ de dotations sur créances douteuses. Les subventions diminuent de 102 K€, notamment celles issues de la SCIC ENVIE Autonomie. Fin 2023, la baisse brutale des ventes se poursuit en 2024, dans un contexte national difficile pour la vente d'électroménager rénové, confirmé par deux alertes de la Fédération nationale.

Nous avons tenté de redresser la situation en début d'année en agissant sur les ventes, la productivité et les coûts. La qualité des épaves ayant chuté, il a fallu acheter plus de pièces pour maintenir la production, entraînant une hausse des coûts. Des ajustements ont permis de retrouver un équilibre de production au deuxième trimestre. Les ventes se sont stabilisées avant de chuter de nouveau en fin d'été.

Le résultat d'exploitation ressort à -555 K€, compensé en partie par 46 K€ de dividendes d'ENVIE 2E et un abandon de créance d'INéO de 41 K€, aboutissant à un résultat net de -455 K€. Cette instabilité commerciale a rendu l'activité intenable. La décision de fermeture a été prise en novembre pour une mise en œuvre début 2025. Malgré des efforts de relance, le modèle économique s'est révélé trop fragile pour être soutenu.

La vente du bâtiment a été décidée en septembre, initialement envisagée pour maintenir l'activité, mais finalement actée pour cesser celle-ci. Elle doit permettre un arrêt amiable, une restructuration financière et le remboursement des créances internes à l'Ensemble.

COMPTE de RÉSULTAT



130 200€
de PRESTATIONS
ENVIE AUTONOMIE

706 601€
de PRESTATIONS
ENVIE
ÉLECTROMÉNAGER



81
salariés



65 258
heures
de travail



43,36
équivalents
temps plein

90%



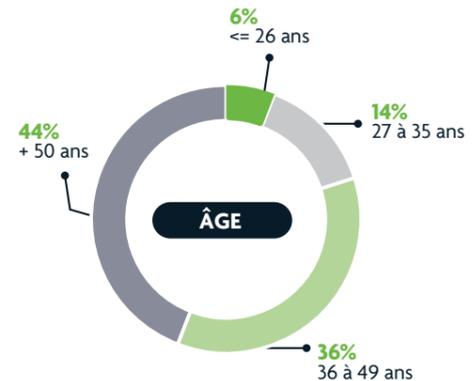
10%



SEXE



19 communes d'origines
43% des salariés originaires
des Quartiers Prioritaires de la
politique de la Ville - QPV



PROFIL



25 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



8 SORTIES DYNAMIQUES

- 1 issue emploi durable
- 6 issues emploi transition
- 1 issue positive

17 AUTRES SORTIES

Durée moyenne de parcours

14 MOIS

LES SALARIÉ·E·S

Monsieur I a intégré l'équipe en CDDI suite à une période de TIG de 4 semaines qui s'était bien déroulée.

Toujours sous-main de justice, avec des obligations financières et un suivi santé, il a rencontré des difficultés à se stabiliser, notamment dans la gestion de sa situation administrative (près de 3 mois pour réactiver ses droits CPAM).

Insatisfait de son logement dans le secteur privé, il n'a pas engagé les démarches nécessaires (ex. : déclaration aux impôts) pour accéder à un logement social. Régulièrement absent, il a été reçu en entretiens managériaux où il exprimait des excuses et une volonté réaffirmée de se stabiliser.

Pour limiter ses absences et éviter pertes de salaire ou heures non rattrapées, sa conseillère CPIP s'est déplacée sur site. Déçu de ne pas accéder à un poste de cariste malgré sa qualification, il a également mal vécu les renouvellements de CDDI limités à 2 mois après son contrat initial.

Après une période d'absence injustifiée et un processus disciplinaire enclenché, il réapparaît avec une promesse d'intérim en tant que cariste. Conformément à sa demande, la fin de contrat se conclut par une rupture d'un commun accord.



2 173 tonnes
d'écrans traités



5 439 tonnes
de DEEE collectés



90 points
de collectes





CA PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ



L'ACTIVITÉ

En 2024, Ecosystem demeure le principal client d'Envie 2E, représentant plus de 98 % du chiffre d'affaires (CA). Le reste provient du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) professionnels, réalisé en accord avec Ecologic.

Envie 2E a maintenu ses activités principales pour le compte d'Ecosystem, à savoir :

1. Logistique : collecte et tri des DEEE

Envie 2E intervient sur les départements 25 (Doubs), 70 (Haute-Saône) et 90 (Territoire de Belfort) pour la collecte, le tri et le regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), conformément aux obligations de la filière.

Les flux collectés concernent les catégories suivantes :

- Gros électroménager hors froid (GEM HF) : cuisinières, lave-linge, sèche-linge
- Gros électroménager froid (GEM F) : réfrigérateurs, congélateurs
- Petits appareils en mélange (PAM) : bouilloires, aspirateurs, cafetières
- Écrans : téléviseurs, écrans plats, écrans cathodiques (CRT)
- Équipements informatiques et de télécommunications (EIT) : ordinateurs, imprimantes

En 2024, Envie 2E a collecté **5 439 tonnes de DEEE**, contre 5 150 tonnes en 2023, soit une **hausse de 5,6 %**.

2. Traitement des écrans (CRT et écrans plats)

L'activité de traitement, qui constitue un axe fort pour Envie 2E, s'est poursuivie à un niveau élevé : **2 173 tonnes d'écrans traitées en 2024**, contre 2 342 tonnes en 2023. Cette baisse ne traduit pas une réduction de l'activité mais s'explique par la diminution du ratio d'écrans cathodiques (CRT), plus lourds, qui est passé de 36 % à 29 %.

3. Évolution managériale

L'équipe a été renforcée par l'arrivée d'une Responsable d'Exploitation, apportant une nouvelle dynamique. Son intégration a permis de relancer les rituels de travail et d'optimiser la coordination des équipes.

4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2024 s'élève à 2 913 K€, en hausse de 1 % par rapport à 2023.

La répartition du CA est la suivante :

- › 43 % pour l'activité logistique (collecte)
- › 57 % pour le traitement (principalement des écrans)

5. Contrats en cours et certification

Les contrats clés de collecte de DEEE et de traitement des écrans signés avec Ecosystem couvrent la période 2022-2025.

Ils feront l'objet d'un renouvellement par appel d'offres en 2025, ce qui constitue un enjeu stratégique majeur.

Dans cette optique, Envie 2E a obtenu en octobre 2024 la certification Weeelabex écrans plats, obligatoire pour continuer l'activité de traitement avec Ecosystem. Cette certification est soumise à un audit annuel externe.

6. Indicateurs d'activité

En 2024, le travail réalisé représente 65 258 heures, soit 43,36 équivalents temps plein (ETP).



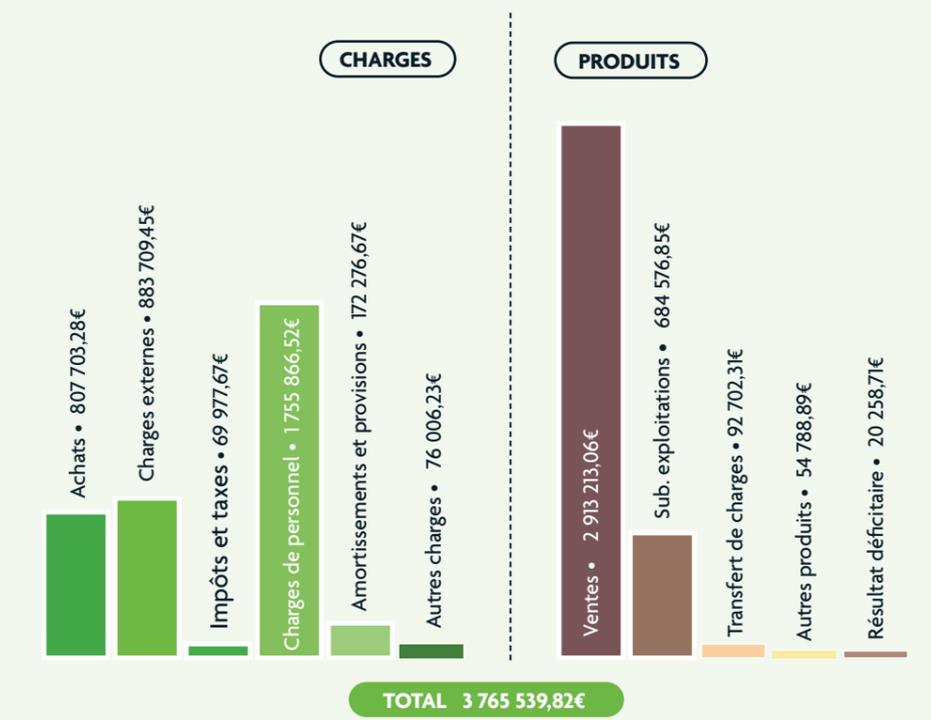
LES COMPTES

En 2024, le chiffre d'affaires d'ENVIE 2E progresse légèrement (+0,9 %), avec une marge brute stable. Les frais généraux augmentent de 195 K€, portés par la reversion Ecosystem (+84 K€), les fournitures (+29 K€), la location de véhicules (+41 K€), l'entretien (+42 K€), et l'intérim (+35 K€).

Les refacturations internes progressent de 22 K€, tandis que les frais de transport baissent de 58 K€. Les charges de personnel augmentent de 36 K€, et une provision de 57 K€ est constatée sur la créance IDé. Le résultat net ressort à -20 K€.

L'année a été marquée par plusieurs audits réglementaires : WEEELABEX (traitement des écrans) et ICPE (environnement), impliquant des mises en conformité coûteuses. L'activité D3E a connu une forte fluctuation, notamment à l'été, nécessitant un recours à l'intérim pour absorber les pics de volume. La reversion matière a été défavorable en raison des cours des métaux. L'activité logistique reste coûteuse (entretien, casses), appelant une rigueur accrue dans le respect des procédures. Envie 2E a poursuivi sa transition énergétique en convertissant sa flotte au biocarburant. Enfin, le renforcement des équipes a généré des surcoûts qu'il faudra contenir à l'avenir.

COMPTE de RÉSULTAT





19 communes d'origines
44% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV

LES SALARIÉ·E·S

Les Jardins d'IDÉES – Une insertion au rythme de la terre

En 2024, 70 personnes ont été accompagnées sur les Jardins, dont 19 femmes (27 %) et 51 hommes (73 %).

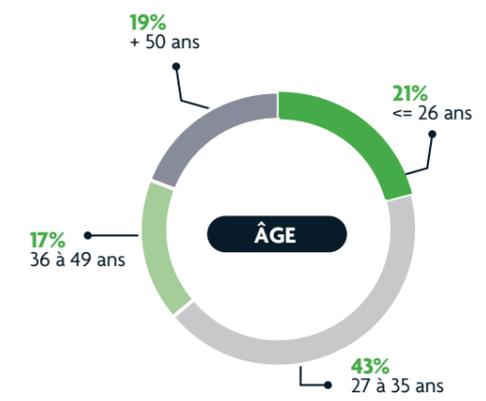
Une part importante du public présente des difficultés langagières, justifiant une orientation vers DéFIforma et une adaptation continue de notre pédagogie, à la fois dans la levée des freins périphériques à l'emploi et dans la construction du projet professionnel.



Nous constatons que de plus en plus de bénéficiaires arrivent sans projet professionnel clair, ce qui allonge la durée des parcours.



Le taux de sortie dynamique est de 30 %, un chiffre qui s'explique par la présence de freins multiples : santé, mobilité, barrière de la langue, ou encore difficultés à être moteur de leur évolution professionnelle. •



25 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



- 10 SORTIES DYNAMIQUES
 - 2 issues emploi durable
 - 1 issue emploi transition
 - 7 issues positives

15 AUTRES SORTIES
Durée moyenne de parcours
10 MOIS



L'ACTIVITÉ

L'année 2024 a été marquée par une météo particulièrement défavorable à la production maraîchère : pluies fréquentes, températures fraîches et faible ensoleillement ont fortement perturbé le travail au champ. L'accès difficile aux parcelles a retardé les plantations, entraîné un enherbement important, des pertes de cultures et une dégradation notable de la conservation des légumes d'automne, notamment les courges.

Malgré ces contraintes, certaines productions ont bien résisté : carottes, navets, radis noirs. Des essais destinés à la revente (principalement sur les salades) n'ont cependant pas abouti, engendrant des charges supplémentaires.

Sur le plan des ressources humaines, le départ de Nathalie, cheffe de culture depuis 22 ans, a été un tournant majeur. L'encadrement a dû s'adapter dans un contexte de forte hétérogénéité des profils en insertion, avec des difficultés accrues dans l'exécution des tâches et des problématiques linguistiques importantes. Des cours de français ont été mis en place, mais leur tenue sur le temps de travail réduit la disponibilité pour la production.



Côté commercial, le chiffre d'affaires atteint 400 000 €, soit +35 000 € par rapport à 2023, et la marge progresse de 40 000 € grâce à la réduction des achats/reventes. Le partenariat avec la Banque Alimentaire se structure, avec 51 000 € de CA générés sur des cultures dédiées.



Le dispositif des paniers solidaires reste une priorité, bien que dépendant de partenariats longs à construire.

Enfin, les Jardins confirment leur rôle moteur sur les questions d'accessibilité alimentaire, localement et à l'échelle régionale. Ils participent activement à des dynamiques telles que le projet MIAM (CIVAM Serpolet – Active71) et assurent la coordination régionale du partenariat Cocagne / Banque Alimentaire. Le projet d'épicerie mobile a obtenu un premier financement (MMPT), mais nécessite encore des ressources pour sa concrétisation. •





LES COMPTES

En 2024, le chiffre d'affaires des Jardins d'IDÉES progresse de 11,4 %, mais les achats de marchandises augmentent de 35,4 % (+42 K€), avec un reclassement de 20 K€ depuis les charges externes. Ces dernières progressent malgré tout de 17 K€, en lien avec la mise à disposition de personnel (+32 K€) et les frais d'entretien (+29 K€), partiellement compensés par une baisse des coûts d'électricité (-10 K€).

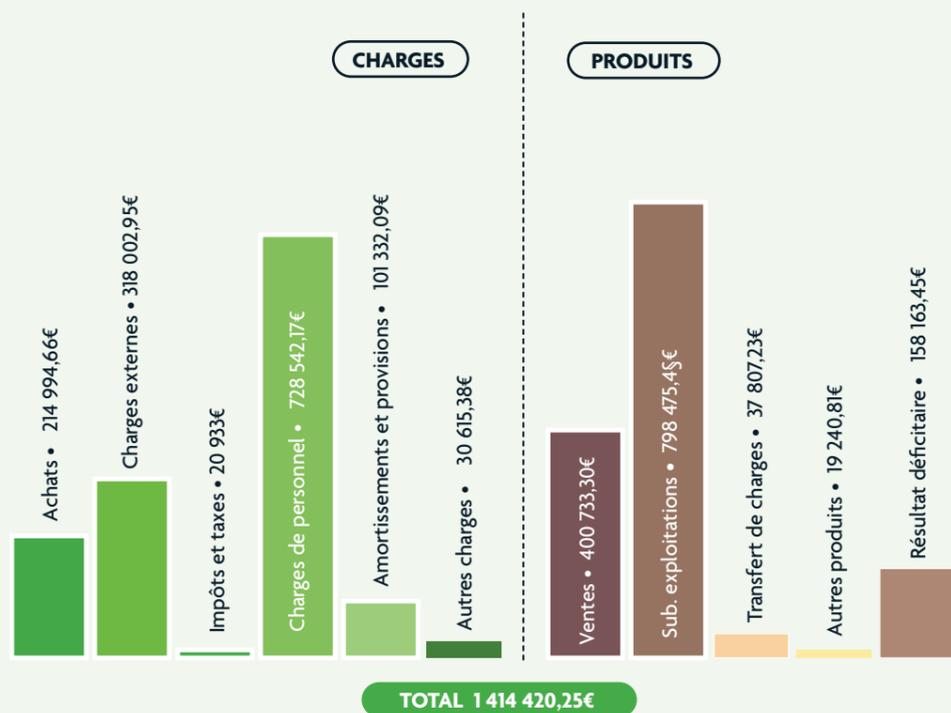
Les charges de personnel diminuent de 60 K€, sans impact sur les aides à l'emploi. Le résultat d'exploitation est déficitaire de 148 K€, pour un résultat net de -158 K€, malgré 5 K€ de dividendes d'ENVIE 2E.

L'année a été difficile : pluies, enherbement, pertes de cultures, matériel défaillant, légumes de garde peu conservables. Les paniers solidaires n'ont pas démarré aussi vite qu'espérer.

Le partenariat avec la Banque Alimentaire se poursuit (phase 2 jusqu'à juin 2025). Le pilotage de l'activité doit être repensé pour assurer viabilité économique et diversification. •



COMPTE de RÉSULTAT



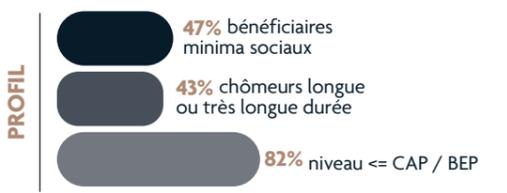
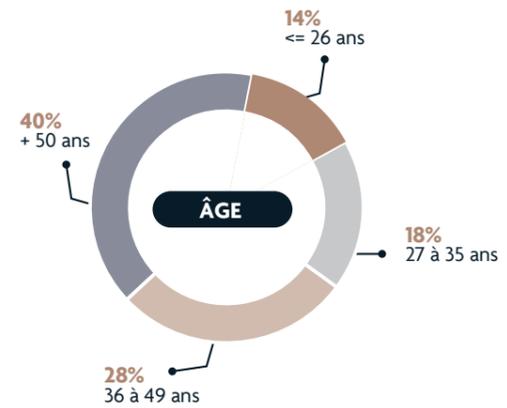
51 salariés

32 716 heures de travail

17,9 équivalents temps plein

61% 39%
SEXE

15 communes d'origines
41% des salariés originaires des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville - QPV



- 7 SORTIES DYNAMIQUES**
- 1 issue emploi durable
 - 4 issues emploi transition
 - 2 issues positives
- 12 AUTRES SORTIES**
Durée moyenne de parcours **10 MOIS**

LES SALARIÉ·E·S

ERIGE – Entre exigence et adaptation

ERIGE a accueilli 51 personnes en 2024, dont 20 femmes (principalement sur des postes de nettoyage) et 31 hommes. Nous observons un turn-over important sur certain type de poste, nécessitant d'être mobile avec régulièrement des heures décaler du fait de l'activité proposées : nettoyage auprès de client professionnels.

Les postes en espaces verts, en particulier, attirent un public relativement éloigné de l'emploi. Le taux de sortie dynamique est estimé à 35 %, un chiffre à consolider, mais qui reflète une progression encourageante dans un contexte exigeant.



Atelier d'Insertion qui offre 3 secteurs d'activités, ainsi des postes variés dans des métiers différents – Taille de Pierre Maçonnerie – Nettoyage - Espaces Vert.

Le secteur de la Taille de Pierre a eu cette année encore, une augmentation de son chiffre d'affaires grâce au chantier du Fort des Basses Perches. Cet ouvrage, qui a bénéficié du soutien du loto du patrimoine, permet à nos bénéficiaires d'accéder à des tâches variées qui favorisent une réelle progression. •

L'ACTIVITÉ

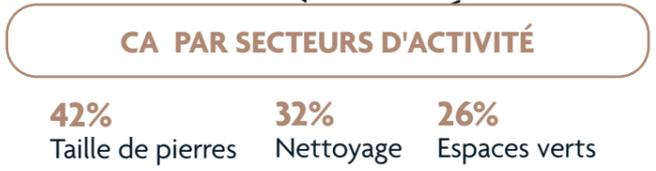
Nos opérations régulières ont pu être maintenues. D'autres nouvelles demandes de travaux de nos partenaires et clients ont permis la création sur la fin d'année d'une nouvelle équipe pour des travaux de petites maçonnerie et aménagement paysager, suite à la diversification de nos prestations.

Nous avons eu le départ en retraite d'un encadrant qui a pu être remplacé en cours d'année pour maintenir notre volume d'activités.

L'année 2024 pour le secteur des Espaces Verts d'ERIGE a été égale à l'année 2023, les chantiers sont principalement de la tonte, de la taille d'arbres, de haies et d'arbustes, pour les collectivités et services de l'état. Nous avons également quelques opérations dans des entreprises du secteurs privés mais aussi de nombreuses missions de nettoyage et de ramassage d'encombrants pour les bailleurs Sociaux. Nous sommes toujours en partenariat avec PMA et la Ville d'Audincourt pour une prestation de ramassage des poubelles, tâches simples mais nécessaires pour lesquelles nous avons plusieurs marchés annuels.

Activité fragile du à la saisonnalité et la météo, d'où l'importance d'une réorganisation sera faite pour l'année 2025.

En fin d'année nous avons eu la notification de l'obtention d'un marché d'entretiens d'Espace Vert, qui sera le plus important jamais obtenu pour cette activité sur une période de 4 années. L'activité nettoyage à fortement progressée suite à l'obtention de nouvelles missions pérennes ainsi que diverses opérations ponctuelles dont une de 18 mois. Ce qui a permis le renforcement de l'équipe d'encadrement, et l'arrivée de nouveaux salariés.



Comme pour l'activité Espace Vert, nous avons obtenu un marché pour une durée de 4 ans, augmente considérablement l'activité.

N'ayant pas le personnel nécessaire au démarrage de certains de ses nouveaux chantiers, nous avons été contraints de faire appel à DéFI pour de la mise à disposition de personnel, ce qui a pénalisée notre rentabilité. Le renfort de l'équipe encadrement a permis la fluidité au niveau de la planification des travaux de courte durée notamment.

D'une manière générale, nous constatons que cette progression due à de nouveaux marchés, s'appuie également sur la fidélité et la compréhension de nos clients ainsi que la collaboration de tous nos partenaires.

Pour nos 3 secteurs d'activité, il est important d'offrir à nos salariés un cadre structuré et structurant, leurs permettant une progression dans la maîtrise des tâches confiées et des diversités du métier, pour permettre une sortie de notre structure, dans les meilleures conditions.

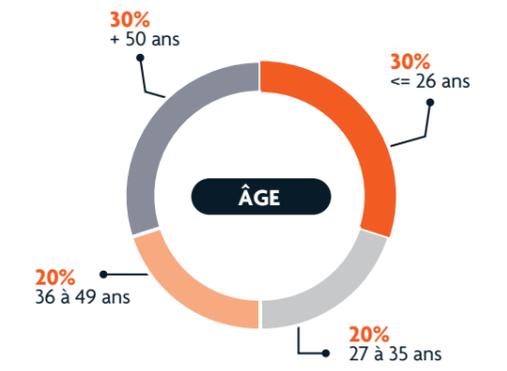
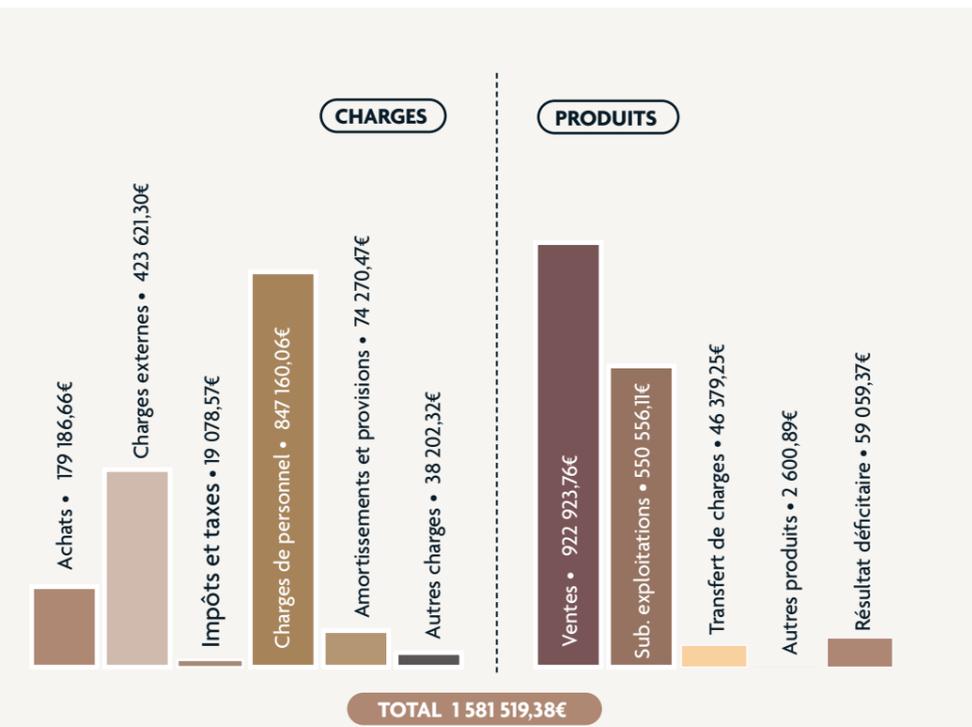
LES COMPTES

En 2024, éRIGE affiche une progression de chiffre d'affaires de 21,8 % (+165 K€), mais les charges suivent : +31,5 % pour les achats de marchandises (+17 K€) et +126 K€ pour les charges de personnel, partiellement compensées par +31 K€ de subventions. Les effectifs sont en hausse côté permanents (12,11 ETP contre 10,33 en 2023), stables en insertion. Les charges externes augmentent de 80 K€, dont 61 K€ de refacturations internes. Une provision de 56 K€ a été passée sur la créance IDé. Le résultat net ressort à -59 K€.

Les travaux engagés en 2023 se sont poursuivis. Le départ à la retraite d'un encadrant en taille de pierre a marqué l'année, après un chantier d'envergure au Fort des Basses Perches, véritable vitrine des savoir-faire d'éRIGE en bâti ancien. L'activité nettoyage est en développement, avec un bon niveau de demande, bien que les contraintes horaires restent un défi pour les personnes en parcours. Elle reste cependant porteuse en termes d'insertion.

La restructuration interne a été amorcée, avec un changement de responsable d'activité et des réflexions sur le modèle économique des espaces verts, qui nécessitent encore des ajustements pour tendre vers l'autonomie financière de chaque secteur. Certains chantiers trop éloignés seront réévalués. Enfin, une réflexion stratégique sur l'immobilier est engagée, avec l'objectif de réduire les coûts en envisageant un changement de locaux.

COMPTE de RÉSULTAT



LES SALARIÉ·E·S

La Recyclerie
Une insertion adaptée aux situations de santé

En 2024, 9 salariés en insertion ont été accompagnés, dont 1 femme (à la vente et à l'administratif) et 8 hommes (en production/logistique).

Plus de 30 % des personnes étaient en situation de handicap. La situation de travail étant adaptée aux problématiques de santé rencontrées.

Le taux de sortie dynamique s'élève à 33 %, incluant une sortie vers une qualification par un contrat de professionnalisation. L'accompagnement est renforcé par le CASP pour répondre à des situations de vie hétérogènes. Les difficultés d'articulation entre vie personnelle et professionnelle compliquent souvent la recherche d'une sortie dynamique.



3 PERSONNES SORTIES APRÈS 1 CDDI



L'ACTIVITÉ

L'année 2024 confirme la dynamique de La Recyclerie des Forges, avec une activité toujours en croissance et une offre de services de plus en plus complète.

Particuliers comme collectivités ont pu acheter, louer, faire réparer ou entretenir leurs vélos, contribuant ainsi à une mobilité plus durable et circulaire.

Au total, plus de **1 820 vélos ont été collectés**, soit environ **22 tonnes de déchets évités**.

Parmi ces cycles :

- Environ **650** ont été reconditionnés et remis en circulation
- Plus de **1 250** ont été démontés pour pièces, alimentant notre stock pour la réparation
- Près de **750** prestations de réparation ont été réalisées pour des particuliers, associations ou collectivités

Sur l'année, **560 vélos ont été vendus**, en magasin ou lors de ventes extérieures.




154 979,60€
de PRESTATIONS



1 820
vélos collectés



650
vélos
reconditionnés



22 tonnes
de déchets évités



En 2024, La Recyclerie des Forges était également opérateur Objectif Employeur Pro-Vélo (OEPV). Dans ce cadre, elle a accompagné ses premières structures locales dans le développement de la mobilité vélo en entreprise, à travers des diagnostics et des actions de sensibilisation.

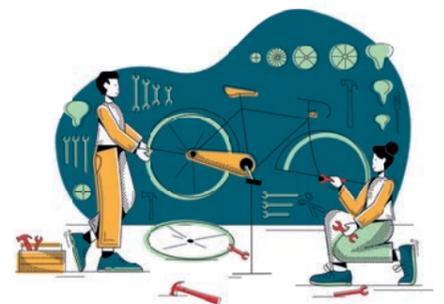
Enfin, fidèle à sa mission de sensibilisation à la réduction des déchets et à l'économie circulaire, La Recyclerie des Forges a accueilli près d'une centaine de visiteurs (habitants, scolaires, partenaires...) à l'occasion de visites et temps d'échange autour de ses activités.

Mission Objectif Employeur Pro Vélo :
La Recyclerie des Forges, au cœur du peloton en 2024 et au-delà !

La mission OEPV (Objectif Employeur Pro Vélo) conduite par La Recyclerie des Forges sous l'égide de la Fédération des Usagers de Bicyclette (FUB) a été un véritable moteur pour notre association en 2024. Durant cette mission de 13 mois, plus de 185 rendez-vous ont été réalisés avec des employeurs des départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort. Cela a permis d'initier ou renforcer l'implication de 45 entreprises dans le programme OEPV, avec pour chacune une ambition forte : la labellisation pro-vélo.

Plus de 3 000 kilomètres ont été parcourus à vélo pour mener à bien cette mission, un véritable témoignage de l'engagement de la Recyclerie, elle-même candidate au label grâce à son effort pour favoriser l'usage du vélo pour se rendre au travail par ses salariés. Nous attendons notre audit début 2025, avec pour ambition la labellisation « *argent* ».

Ce partenariat avec la FUB a été un levier essentiel pour dynamiser l'engagement des entreprises locales en faveur du « *vélotaf* », mais aussi l'élargissement du réseau de La Recyclerie des Forges. En 2025, il continue de porter ses fruits, et nous restons prestataire pour la mécanique vélo dans leur catalogue. À titre d'exemple, des prestations pour des entreprises alsaciennes réalisées en 2024 devraient être reconduites en 2025, La Recyclerie des Forges est prête à relever de nouveaux défis, toujours plus engagée pour un avenir durable et solidaire.



Pole Territorial de Coopération Economique
« Petite Reine » (PTCE), une première victoire d'étape.

En 2024 Madame la Sous-préfète de Montbéliard, Sylvie Siffermann, a réuni les acteurs publics, privés et de l'ESS en vue de créer un PTCE appelé « *Petite Reine* », autour d'une filière vélo ancrée dans notre histoire industrielle locale.



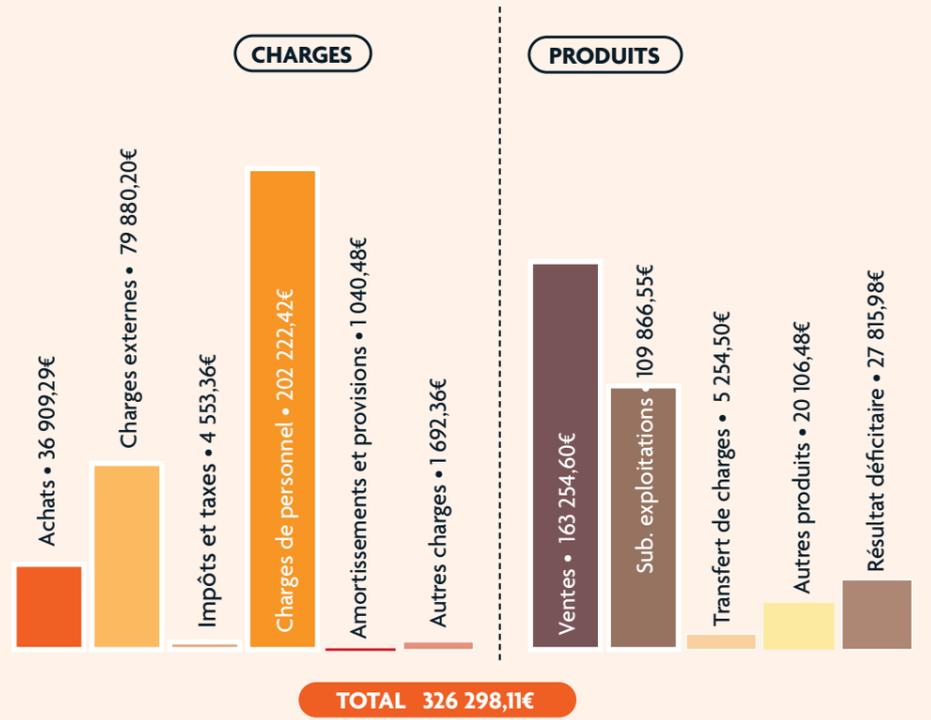
La Recyclerie des Forges et l'Ensemblier ont participé à ce projet de développement économique via l'innovation, la coopération, le tourisme, la mobilité douce et l'insertion. Le projet a été retenu à l'AMI PTCE « *Emergence* ». En 2025, une association sera créée pour poursuivre ce projet et candidater à l'Appel à Manifestation d'Intérêt PTCE phase 2, assorti d'un financement pour soutenir les différentes actions concrètes envisagées. •

LES COMPTES

En 2024, la Recyclerie des Forges poursuit sa montée en charge comme prévu, avec un chiffre d'affaires en hausse de 63 % atteignant 155 K€. Les charges de personnel progressent de 52 K€, liées au passage de 2,05 à 3 ETP permanents, impactant le résultat d'exploitation (-46 K€). Grâce à un abandon de créance de 20 K€ accordé par DéFI, la perte nette est ramenée à -27 K€. L'équipe technique, désormais stable avec 2 techniciens et une personne en parcours, permet de maîtriser la production. L'année reste une phase de transition, en attente de consolidation.

Les activités de réemploi et d'électrification se structurent, cette dernière ayant démarré au second semestre avec une montée en puissance attendue en 2025. La clientèle de particuliers progresse, mais La Recyclerie des Forges cherche encore à développer l'entretien de flotte auprès des collectivités et entreprises. Cette diversification est essentielle pour lisser l'activité sur l'année. Enfin, bien que le projet PTCE phase 2 n'ait pas été retenu, il a permis de renforcer les partenariats et la visibilité de La Recyclerie des Forges sur les enjeux de mobilité du territoire. •

COMPTE de RÉSULTAT





11 janvier 2024 création



26 juin 2024 certification Qualiopi



49 personnes formées



1 637 heures dispensées

65% 35%



SEXE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

DéFiforma a été créé le 11 janvier 2024 sous l'impulsion de l'Ensemble DéFI, reconnu depuis 2018 pour son accompagnement des publics réfugiés, bénéficiaires de la protection internationale (BPI) et autres personnes en grande difficulté d'accès à l'emploi, notamment en raison de freins linguistiques.

L'organisme s'est rapidement structuré, obtenant la **certification Qualiopi** le 26 juin 2024, gage de qualité et condition indispensable pour accéder aux financements publics.



CONTEXTE ET ENJEUX

L'expérience de terrain a mis en lumière la barrière linguistique comme principal obstacle à l'insertion des publics allophones. Pour y répondre, plusieurs dispositifs ont été développés :

- Français Langue d'Intégration (FLI), orienté vers l'emploi
- Français Langue Étrangère (FLE)

- Français sur Objectifs Spécifiques (FOS), adapté aux besoins des apprenants et employeurs
- Accompagnement interculturel des encadrants
- Formation à la création de documents FALC (Facile à Lire et à Comprendre)

MISSIONS ET OBJECTIFS

DéFiforma poursuit deux finalités principales :

- Permettre aux publics allophones, même débutants, d'acquérir les bases linguistiques nécessaires à l'emploi et à l'autonomie
- Accompagner les entreprises dans l'intégration de ces publics, via la sensibilisation des équipes et l'adaptation des supports de travail

ACTIONS MENÉES EN 2024

- Structuration et certification : dépôt des statuts en janvier, certification Qualiopi en juin
- Formation : 49 personnes formées (39 hommes, 17 femmes), 1 637 heures dispensées, réparties en plusieurs groupes (ASB, AI, Ukrainiens...)
- Pédagogie : méthodes communicatives et différenciées mises en œuvre par une équipe experte (2 formateurs FLE, 1 coordinatrice)



BILAN ET PERSPECTIVES

2024 marque une étape clé de structuration et de reconnaissance pour DéFiforma.

La certification Qualiopi valide la qualité du travail mené et ouvre la voie à de nouveaux partenariats.

En 2025, les efforts se concentreront sur le renforcement des actions d'alphabétisation, de lutte contre l'illettrisme et sur l'accompagnement des entreprises face à une demande croissante d'inclusion professionnelle.

S'appuyant sur l'expertise de l'Ensemble DéFI, DéFiforma s'impose comme un acteur central de la formation linguistique à visée professionnelle pour les publics allophones du territoire. L'année 2024 a permis d'en poser les bases solides : une offre inclusive, innovante, et tournée vers l'emploi.

38 950€
de PRESTATIONS

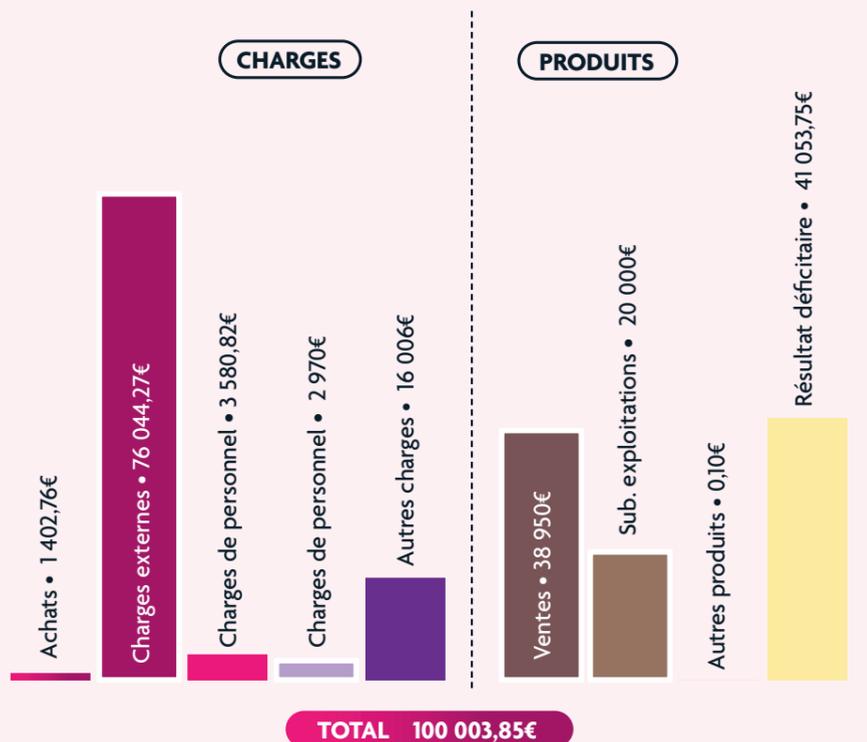


LES COMPTES

Pour sa première année d'exploitation, Défiforma réalise un chiffre d'affaires de 39 K€, bien en deçà des prévisions, avec des charges de personnel de 76 K€, générant une perte de 41 K€. Issue d'une phase d'expérimentation portée par INÉO, Défiforma devient un organisme de formation structuré, capitalisant sur une expertise construite autour des dispositifs langagiers. Le projet AVEC constitue un socle fort, avec des référentiels métiers, une spécialisation dans le FOS et un accompagnement adapté aux publics allophones, y compris analphabètes.

Défiforma intervient à la fois sur des actions conventionnées via les OPCO, et sur des dispositifs expérimentaux (ex. : financement BOPI04 pour l'accueil des publics ukrainiens). L'organisme envisage également des prestations payantes d'évaluation pour mesurer l'impact pédagogique. En 2024, l'Ensemble a été le principal client, accompagné de financements publics. La structuration du modèle économique reste un enjeu dans un marché de la formation très hétérogène, avec une nécessaire valorisation de l'expertise pour atteindre un équilibre durable.

COMPTE de RÉSULTAT





Le programme **AIDé** (Accompagnement Innovant et Durable de l'Ensemblel DéFI) a poursuivi son déploiement au sein des structures et des services de l'Ensemblel.

Les objectifs du dispositif sont l'amélioration du pilotage de la performance et de l'animation des équipes de l'Ensemblel.

Des travaux visant à **revisiter les modalités de gouvernance** de l'ensemblel ont été poursuivis. 2024 a vu le déploiement des **plans d'actions stratégiques issus de la stratégie de l'Ensemblel (traduite dans le A3 stratégique)**.

En voici quelques illustrations : le lancement de la nouvelle structure DéFIforma, la mise en place de la fonction « *communication et dynamique commerciale* », le déploiement de l'outil informatique Teams ou la mise en place de la fonction « *maintenance* ».

Nous poursuivons l'année prochaine le déploiement de nos plans d'actions stratégiques en mettant plus particulièrement l'accent sur la notion de rentabilité des structures.

En 2024, nous avons organisé une nouvelle session de formation « *Culture Lean* » pour les salariés permanents entrants de l'Ensemblel. Ils ont ainsi pu s'approprier les principes fondamentaux du Lean, illustrés notamment via le jeu de « *La fabrication de la maison du jardinier* »

L'outil phare du dispositif AIDé est le **rituel** axé sur le volet animation des équipes et dont les objectifs principaux sont de :

- Suivre et voir la performance sur les domaines RH, EConomie, SOcial, ENvironnement et CLient,
- Permettre au terrain de remonter et/ou traiter les irritants et les pistes de progrès au bon niveau, de manière réactive et en impliquant tous les acteurs,
- Disposer d'un flux de communication synchronisé et structuré du salarié en insertion à la direction.

Des équipes sur le terrain jusqu'au niveau de la direction, le rituel permet ainsi, à intervalles cadencés, de traiter les problèmes de manière réactive en vue d'atteindre les objectifs de performance.

En 2024, la quasi-totalité des structure ou services a démarré l'utilisation du rituel sous diverses formes : « *terrain* », « *structure* », « *suivi facturation* », « *direction* », « *suivi devis* », « *accueil* », « *accompagnement* », « *sortie* », « *compta* », « *paie* », « *RH* », « *technique* », « *SAV* », « *planification activité* », « *vente* » etc.

D'autres outil terrain sont également en cours de déploiement : **standards de sécurité et de travail, VRS** (Vérification du respect des Standards) associée et **chantiers 5S**. •

ILLUSTRATION CONCRÈTE

Animation des équipes et mise en place des rituels chez Envie 2E

Les rituels terrain (production et logistique) ont lieu tous les matins pendant 15 minutes avant la prise de poste. Ils permettent aux encadrants techniques d'écouter leur équipe, de recueillir les difficultés ou idées d'amélioration, de vérifier les équipements de protection individuel, et de donner les consignes du jour. Des échauffements musculaires sont réalisés pour prévenir les troubles musculosquelettiques. Grâce à ces mesures et à l'amélioration des EPI, les jours sans accidents de travail sont passés de 51 à 110 fin 2023 sur l'ensemble du site.

Le rituel structure se déroule de 10h à 10h30 avec le Responsable d'Exploitation, les encadrants techniques, le Conseiller socio-professionnel, le service traçabilité et l'animateur QSE. La sécurité des salariés est le premier sujet abordé : accidents, incidents bénins ou presque-accidents. Les problèmes ou idées d'améliorations non résolus lors des rituels terrain sont remontés ici. Les actions à court terme sont inscrites et suivies sur le panneau d'animation, tandis que les actions à moyen/long terme sont intégrées dans des plans d'actions et suivies lors de rituels mensuels.

L'essentiel des rituels est de placer les salariés au centre. Ils échangent collectivement sur les sujets importants liés à leurs activités et cherchent ensemble des solutions. Chacun repart avec le même niveau d'information et les actions correctives ou d'amélioration à mettre en œuvre, décidées collectivement. •



BILAN RH-FORMATION

En 2024, les structures de l'ensemblel ont engagé plus de 687 000 € pour la **formation de leurs salariés en parcours d'insertion et permanents**, pour un total de plus de 20 000 heures de formation.

En moyenne, en fonction des OPCO et du type de formation, les structures autofinancent ces formations à hauteur de 48 %. En 2023, l'autofinancement des structures était de 30 %, une augmentation due à l'arrêt des financements AVEC et à la mise en place tardive de DéFIforma. Les formations FLI dispensées n'ont pu être financées qu'à l'été 2024.

Il existe de grandes disparités de financement selon les structures et le type de contrat. L'autofinancement des ETTI est quasi nul, alors qu'il peut atteindre 70 % pour les EI.

Les formations du personnel permanent ne sont pas finançables pour ENVIE 2E et DéFI.

En 2024, les structures de l'Ensemblel ont mobilisé le PIC IAE à hauteur de 180 000 €, soit plus de 25 % de notre engagement. •



SYNTHÈSE FINANCIÈRE FORMATION ENSEMBLIER 2024

STRUCTURE	HEURES DE FORMATION	COÛT		FINANCEMENT			
		COÛT PÉDAGOGIQUE	SALAIRE	PIC IAE	PDC + AUTRES ETTI	HOPE	AUTOFINANCEMENT
ENVIE AUTONOMIE	28	1 068 €	1 897 €	-	742,00 €	-	-
ENVIE FC	59	2 283 €	1 361 €	1 166 €	-	-	-
éRIGE	506	15 372 €	6 663 €	7 226,10 €	-	-	-
IDé	974	20 770 €	13 508,19 €	12 336 €	-	-	-
INéO	13 023,9	186 990,62 €	198 995,52 €	47 081 €	311 802 €	55 200 € *	-
BTTi	2851	58 217,17 €	36 236,95 €	59 363 €	41 172 €	-	-
DéFI	971	26 024,11 €	16 024,96 €	20 870 €	-	-	-
ENVIE 2E	932	34 165 €	18 039 €	21 767 €	-	-	-
LA RECYCLERIE DES FORGES	56	1 965 €	1 157 €	-	2 051 €	-	-
LES JARDINS D'IDÉ	910	26 035 €	20 385,91 €	11 519 €	522 €	-	-
TOTAL	2 0310,9	372 889,91 €	314 268,53 €	181 328,10 €	356 289 €	55 200 €	94 341,34 €

* Financement destiné à l'accompagnement social



Total Coût pédagogique et salaire 687 158,44€



LES FINANCEMENTS POUR INSERTION

	DéFI	INéO	BTTI	IDé EI	IDé ACI	ENVie FC	ENVie 2E	Les Jardins d'IDéES	éRIGE	La Recyclerie des Forges
Conseil Départemental du Doubs / FDI	24 775€			3 366€	20 421€	11 700€	14 043€	47 600€	16 400€	3 365
Conseil Départemental du Doubs - Aide aux postes CDDI					38 250€			87 165€	55 457€	
Conseil Régional de Bourgogne- Franche-Comté – Aide à l'emploi		23 773€	2 630€	19 434€		47 710€	79 532€			
DDETSPP du Doubs - Aide aux postes CDDI	58 561€			147 007€	161 709€	311 309€	527 667€	430 521€	275 708€	84 362€
DDETSPP du Doubs - Aide aux postes ETTI		159 919€	102 465€							
DDETSPP du Doubs - Modulation	3 888€	6 154€	3 947€	8 081€	15 440€	18 436€	18 835€	26 732€	22 120€	5 419€
DDETSPP de Haute-Saône / aide aux postes CDDI									38 697€	
DDETSPP de Haute-Saône - Aide aux postes ETTI		412 367€								
DDETSPP de Haute-Saône - Modulation		29 378€							2 467€	
DDETSPP du Territoire de Belfort / aide aux postes CDDI									56 596€	
DDETSPP du Territoire de Belfort / Modulation									1 417€	
TOTAL Aides aux postes	87 224€	631 591€	109 042€	177 888€	235 820€	389 155€	640 077€	592 018€	468 862€	93 146€
État – PAC								4 220€		
Pays de Montbéliard Agglomération – Action accompagnement				10 000€	22 000€	20 000€	37 000€	38 800€	16 036€	6 120€
Conseil Départemental du Doubs/ FDI consolidation					5 000€					
Conseil Départemental du Doubs - FSE					54 400€	33 750€		63 000€	62 800€	
Réseau Envie – Contrat Impact						40 000€				
France AGRIMER								30 000€		
TOTAL Subvention	0€	0€	0€	10 000€	81 400€	93 750€	37 000€	136 020€	78 836€	6 120€

FONCTIONNEMENT

38

	DéFI	DéFIFORMA	La Recyclerie des Forges	Les Jardins d'IDéES	INéO
CVU / ACSE –	27 333€				
DDETFPP du Doubs – Offre FLI Ukrainiens		4 000€			48 000€
REGION – Appel à projet ESS			3 600€		
MSA – Paniers Solidaires				3 000€	
Réseau Cocagne – Paniers Solidaires				15 200€	
Réseau Cocagne- Fondation Crédit Mutuel				1 789€	
Néolia – FIS				4 956€	
DDFIP – Mieux manger pour tous/Epicerie Mobile				2 668€	
TOTAL	27 333€	4 000€	3 600€	27 613€	48 000€

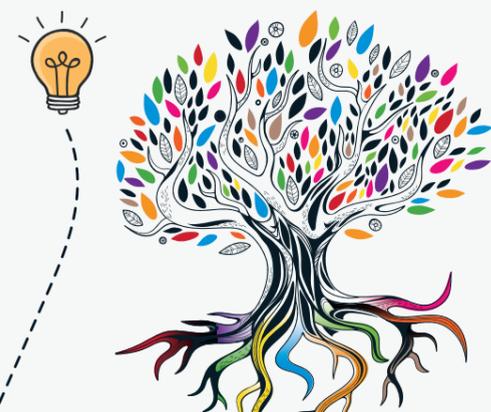
PROJETS

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

	DéFI
PMA – Action accompagnement spécifique	22 900€
PMA – Travailler son Employabilité	11 373€
TOTAL	34 273€

	DéFI	INéO	BTTI	IDé	ENVie FC	ENVie 2E	DéFIFORMA	Les Jardins d'IDéES	éRIGE	La Recyclerie des Forges	Ensemble DéFI
TOTAL	10.34	16.55	4.37	9.77	11.83	12.64	1.48	9.59	12.11	2.98	91.66
Direction	0.46	1.52	0.27	0.26	0.33	0.54	0.02	0.28	0.23	0.05	3.96
Social	8	9.91	3.07	0.64	0.58	0.89	0.01	0.99	0.62	0.18	24.89
Technique	0	0	0	7.63	9.31	9.14	1.36	7.08	10.04	2.46	47.02
Pôle financier	0.85	1.73	0.42	0.67	0.87	0.85	0.04	0.62	0.72	0.18	6.95
Pôle RH/Paye	0.67	2.20	0.40	0.37	0.48	0.79	0.03	0.40	0.33	0.07	5.74
Services généraux	0.36	1.19	0.21	0.20	0.26	0.43	0.02	0.22	0.17	0.04	3.10

RÉPARTITION DES PERMANENTS



BILAN SOCIAL

	DéFI	INéO 25	INéO 70	BTTI	IDé EI	IDé ACI	ENVie FC	ENVie 2E	Les Jardins d'IDéES	éRIGE	La Recyclerie des Forges	TOTAL sans doublon
--	------	---------	---------	------	--------	---------	----------	----------	---------------------	-------	--------------------------	--------------------

SALARIÉS (hors salariés CVU)

Nombre	130	86	125	74	16	24	43	81	70	51	9	709
ETP*	36,7	33,10	87,70	21,8	11,9	8,5	25,7	43,3	22	17,9	3,7	312,30
Heures avec CP	59 088	53 049	140 379	34 885	18 049	15 463	38 690	65 258	40 048	32 716	6 803	504 428

* Équivalent temps plein

SEXE

Hommes	22 (17%)	79 (92%)	121 (97%)	69 (97%)	14 (88%)	22 (92%)	37 (86%)	73 (90%)	51 (73%)	31 (61%)	8 (89%)	527 (74%)
Nombre d'heures	12 181 (21%)	50 421 (95%)	135 645 (97%)	33 910 (97%)	17 154 (95%)	14 319 (93%)	34 507 (89%)	59 129 (90%)	31 818 (79%)	23 135 (71%)	5 373 (79%)	417 592 (83%)
Femmes	108 (83%)	7 (8%)	4 (3%)	5 (3%)	2 (12%)	2 (8%)	6 (14%)	8 (10%)	19 (27%)	20 (39%)	1 (11%)	182 (26%)
Nombre d'heures	46 908 (79%)	2 608 (5%)	4 327 (3%)	976 (3%)	3 467 (19%)	661 (7%)	7 171 (11%)	8 926 (10%)	8 125 (21%)	9 521 (29%)	1 394 (21%)	95 084 (17%)

BÉNÉFICIAIRES DES MINIMA SOCIAUX

Nombre	41 (32%)	29 (34%)	38 (30%)	21 (28%)	3 (19%)	13 (54%)	17 (40%)	17 (21%)	35 (50%)	24 (47%)	2 (22%)	240 (34%)
Heures	21 051 (36%)	18 561 (35%)	38 827 (26%)	9 501 (27%)	4 286 (24%)	7 066 (46%)	22 171 (57%)	17 864 (27%)	18 256 (46%)	16 465 (49%)	946 (14%)	174 994 (35%)

CHÔMEURS LONGUE ET TRÈS LONGUE DURÉE

Nombre	71 (55%)	28 (33%)	53 (42%)	19 (26%)	8 (50%)	10 (42%)	27 (63%)	33 (68%)	25 (36%)	22 (43%)	6 (67%)	302 (43%)
Heures	29 540 (50%)	20 548 (39%)	65 530 (47%)	6 186 (18%)	4 497 (25%)	3 595 (23%)	27 268 (70%)	48 131 (74%)	19 079 (48%)	14 900 (45%)	3 426 (50%)	242 700 (48%)

ORIGINAIRES DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (QPV)

Nombre	51 (39%)	64 (75%)	34 (27%)	41 (55%)	11 (69%)	9 (38%)	17 (40%)	35 (43%)	31 (44%)	21 (41%)	2 (22%)	316 (45%)
Heures	23 044 (39%)	28 746 (54%)	38 183 (27%)	12 728 (61%)	9 520 (53%)	8 087 (52%)	20 199 (52%)	24 407 (37%)	13 501 (35%)	13 471 (41%)	1 360 (20%)	193 246 (38%)

ISSUES DES SALARIÉS

Sorties dynamiques	15 (65%)	31 (89%)	17 (63%)	2 (33%)	3 (33%)	6 (32%)	8 (10%)	10 (40%)	7 (37%)	1 (33%)	100 (52%)
Autres sorties	8 (35%)	4 (11%)	10 (37%)	4 (67%)	8 (67%)	13 (68%)	17 (21%)	15 (60%)	12 (63%)	2 (67%)	93 (48%)
TOTAL	23	35	27	6	11	19	25	25	19	3	193





BILAN SOCIAL



10 STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 Association Intermédiaire
- 2 Entreprises de Travail Temporaire
- 3 Entreprises d'Insertion
- 3 Ateliers et Chantiers d'Insertion
- 1 Entreprise d'Insertion / Atelier et Chantier d'Insertion



DES ACCOMPAGNEMENTS RENFORCÉS ET DES ACTIONS SPÉCIFIQUES

Une mobilisation de bénévoles et permanents :
28 administrateurs
91,66 ETP permanents



L'ACTIVITÉ

312,30 ETP insertion
12 968 071,24 € de chiffres d'affaires total



LES SALARIÉS EN PARCOURS D'INSERTION VERS L'EMPLOI

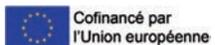
709 salariés en parcours
527 hommes
182 femmes
74% homme - **26%** femme
34% bénéficiaire minima sociaux
43% de demandeur d'emploi longue durée
45% résident Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

193 personnes sorties après une mise au travail
52% vers l'emploi ou formation qualifiante
48% vers d'autres issues



UN FICHER ACTIF

1 637 candidatures reçues (avec INéO)
717 inscriptions
709 mises à l'emploi



DéFI - INéO - BTTi - IDé - ENViE Franche-Comté - ENViE 2E Franche-Comté - Les Jardins d'IDéES - éRIGE - La Recyclerie des Forges - DéFI forma.
 Siège social 43, rue Villedieu - CS 80056 - 25701 Valentigney Cedex
 Tél. 03 81 37 10 08 - Fax 03 81 34 40 48 - contact@ensembl-efi.fr
www.ensembl-efi.fr

